

# Montée en tension sociale

Dépôt Bruxelles X  
P501050  
Périodique trimestriel  
Belgique - België  
P.P. - P.B.  
1099 Bruxelles  
BC 8507

CHANTIER p. 12



agir par  
la culture  
#57

magazine politique & culturel  
printemps 2019 // gratuit

**Pour une politique migratoire de gauche** p. 04

Entretien avec François Gemenne

**Reflets** p. 09

La voyoucratie de Dave Decat

**Gilets jaunes et médias** p. 34

La contestation sauvage de l'ordre narratif

# SOMMAIRE

4



**Pourparlers**  
FRANÇOIS GEMENNE  
Pour une politique  
migratoire de gauche

8



**Propos intempestifs**  
S'inspirer des Bishnoïs

9



**Reflets**  
Voyoucratie



## Chantier Montée en tension sociale

14

BRUNO FRÈRE  
« Les États récoltent  
aujourd'hui les violences  
qu'ils ont semées »

18

Mouvements sociaux :  
le retournement  
des stéréotypes

21

JEAN-FRANÇOIS TAMELLINI  
« Tous les indicateurs  
sont au rouge »

25

Violence et non-violence :  
de quoi parle-t-on ?

28

MATHIEU BEYS  
« On veut décourager  
les gens d'exercer leur droit  
de manifester »

Mouvement  
écosocialiste



**Agir par la culture**  
www.agirparlaculture.be  
info@agirparlaculture.be  
Une publication de Présence  
et Action Culturelles asbl  
Rue Lambert Crickx, 5  
1070 Bruxelles – Belgique  
www.pac-g.be  
Tél: 02/545 79 11

**ÉDITEUR·TRICES RESPONSABLES**  
Denis Dargent et  
Sarah de Liamchine

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Aurélien Berthier  
aurelien.berthier@pac-g.be  
Tél: 02/545 77 65

**ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE**  
Julien Annart, Sabine Beaucamp,  
Valentine Bonomo, Jean Cornil,  
Anne-Lise Cydzik, Denis Dargent,  
Sarah de Liamchine, Vanya Michel,  
Barbara Mourin, Jean-François  
Pontégnie, Marc Sinnæve,  
Olivier Starquit, Emmanuel  
Troestler & Pierre Vangilbergen

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO**  
Mathieu Beys, Géraldine  
Cierzniewski, Dave Decat,  
Matilda Delier, Manuele Franci,  
Bruno Frère, Sung Posier,  
Jean-François Tamellini, Zin TV

**COUVERTURE  
& ILLUSTRATIONS DU DOSSIER**  
Alice Bossut  
cargocollective.com/alicebossut

**CONCEPTION GRAPHIQUE  
& MISE EN PAGE**  
Vanya Michel  
& Emmanuel Troestler  
**WEBSITE**  
Thomas Hubin

32

Amicalement nord  
Pour une Justice  
« les yeux dans les yeux »

33



Réverb'  
Les larmes des apatrides

34

Le dit et l'impensé  
Gilets jaunes et médias :  
La contestation sauvage  
de l'ordre narratif

37

Manifeste  
Un pays dans le pays

38

À bas la Culture !  
L'idéal explosif d'Unabomber !

39

Popcorns  
Nos chroniques culturelles

**P**AC a 50 ans. La très grande majorité des travailleurs-euses de notre mouvement n'étaient même pas nés en 1969. Tant mieux ! Car il ne sera pas question de nostalgie cette année. L'homme sur la Lune nous importe peu au regard de l'état inquiétant de la planète Terre. Ou de l'égalité Hommes/Femmes, perdue quelque part entre Mars et Jupiter... Non, ce qui nous importe bien plus, c'est le monde d'aujourd'hui, en train de basculer. Et son futur immédiat. Le nôtre et celui de ces jeunes qui descendent dans la rue toutes les semaines. Et celui de ces adultes aussi, qui à force de battre le pavé social, ont une furieuse envie d'arracher les trottoirs et de tout casser. Ce que nous pouvons comprendre mais jusqu'à un certain point... On peut renverser sans détruire aveuglément.

**É  
D  
I  
T  
O**

50 ans, donc. Notre mouvement a évolué. Il s'affirmera dorénavant, et de plus en plus, dans le champ des revendications écosocialistes.

Écosocialisme ? Pour faire simple, c'est le socialisme et l'écologie mais sans l'économie libérale. C'est un engagement pour maintenir à l'état de fusion la justice sociale et la justice climatique. Cela concerne, en gros, 90% des femmes et des hommes à travers le monde mais pour l'instant, l'illusion du bien-être par l'accumulation fait encore effet. Comme un anxyolitique de grande surface.

1969-2019, la Lune n'est peut-être pas aussi éloignée de nous finalement.

**Sarah de Liamchine**  
**Denis Dargent**  
*Codirectrice-teur de PAC*

**DÉPÔT**  
Abderrahim El Achhab,  
Frank Roland & Guillermo Torres

**ABONNEMENT**  
Rose Stewart  
rose.stewart@intrapac.be  
Tél: 02/545 79 11

Pour recevoir *Agir par la culture* par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site [www.agirparlaculture.be](http://www.agirparlaculture.be) (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique). Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée

à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi qu'au Règlement européen pour la protection des données (RGPD), vous pouvez en permanence vous désabonner, consulter vos données, en demander la rectification en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Le contenu des articles n'engage que leur-s auteur-es. Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source.

Avec le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Loterie Nationale.



# François Gemenne

# Pour une politique migratoire de gauche

François Gemenne dirige à l'Université de Liège le Centre de recherches consacré aux migrations et à l'environnement.

Il est aussi enseignant dans différentes universités en France et en Belgique. Il a coécrit, avec Pierre Verbeeren, directeur général de Médecins du Monde, « Au-delà des frontières Pour une justice migratoire », qui trace des perspectives nouvelles pour les politiques d'asile et d'immigration, bien éloignées des attitudes de fermeture, de rejet, et d'instrumentalisation dont sont victimes les migrants. Il y a bien une alternative progressiste et humaniste face à une politique européenne de repli et de contrôle.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JEAN CORNIL ET SARAH DE LIAMCHINE



Illustration: Vanya Michel

### **Comment pourriez-vous définir une politique migratoire de gauche ?**

Pour moi, c'est d'abord une politique migratoire qui pose des questions qui ne sont pas des réponses aux questions posées par l'extrême droite. Il y a en effet eu une très grave démission intellectuelle de la gauche, qui a laissé complètement l'extrême droite s'emparer de l'agenda des migrations. Aujourd'hui, on a un peu l'impression que toutes les décisions en matière de migration sont des décisions qui sont strictement managériales parce qu'il s'agit avant tout de ne pas faire de vagues. C'est une orientation politique évaluée à l'aune de leur impact sur le score de l'extrême droite.

Ensuite, une politique migratoire de gauche, c'est une politique qui penserait le caractère structurel des migrations comme une transformation fondamentale de nos sociétés. Aujourd'hui encore, on a tendance à considérer l'immigration comme un problème conjoncturel à résoudre, comme une sorte de crise à gérer. Ce qui empêche de développer des directions positives sur cette question. On est donc dans une optique défensive où il va sans cesse s'agir de réagir, voire de limiter les migrations. Un peu comme si on considérait toujours les migrations comme une anomalie qui n'existerait pas dans un monde idéal. Je crois que la priorité justement d'une politique migratoire de gauche, ce serait de reconnaître à la fois le caractère structurel des migrations et le fait qu'il s'agit d'un droit fondamental de la personne.

### **Vous proposez notamment la possibilité de tirer au sort les candidats à la migration vers la Belgique ou vers l'Union européenne. Quels seraient les avantages de cette proposition ?**

Le tirage au sort, on en est bien conscient, c'est la proposition la plus controversée, celle qui risque d'apparaître comme la plus choquante et la plus heurtante. N'y a-t-il pas quelque chose de très déshumanisé à imaginer que le sort des uns et des autres se joue finalement sur un tirage au sort ? La solution la plus juste, c'est l'ouverture pure et simple des frontières. C'est celle qui donne, à mon sens, les meilleures chances à tout le monde. C'est la mesure qui réduirait le plus les inégalités en matière de mobilité.

Maintenant, le but du livre était justement de ne pas aborder la question de l'ouverture des frontières, mais de faire une sorte de guide de mesures qui pourraient être appliquées immédiatement, dès la prochaine législature. Et donc de réfléchir par rapport au contexte politique actuel. Ne pas se lancer dans de grands projets métaphysiques d'ouverture des frontières que la Belgique serait de toute façon incapable de réaliser seule. À partir de là, on s'est dit : il faut parvenir à ouvrir des voies sûres et légales pour l'immigration dite « économique », c'est-à-dire pour les gens qui ne répondent pas aux critères de la Convention de Genève, mais qui fuient la misère et cherchent simplement une vie meilleure.

**« Aujourd'hui encore, on a tendance à considérer l'immigration comme un problème conjoncturel à résoudre, comme une sorte de crise à gérer. Ce qui empêche de développer des directions positives sur cette question. »**

Une première possibilité, c'était celle de définir une politique de points ou de quotas comme le font le Canada, la Nouvelle-Zélande ou l'Australie, mais à ce moment-là, on tombe dans le piège de l'immigration choisie. C'est-à-dire qu'on rentre dans la logique qui veut que ce soit l'État de destination qui choisisse les migrants en fonction de critères souvent arbitraires. Cela nous paraissait fondamentalement injuste. Et aussi économiquement absurde parce que l'économie a autant besoin de balayeurs que de chirurgiens. Donc finalement, la voie la plus équitable nous semble être le tirage au sort, tout en reconnaissant le caractère un peu choquant de cette voie. Par rapport à toutes les injustices de la migration, c'était finalement la mesure qui nous paraissait permettre un certain nombre d'arrivées dites économiques sans être trop discriminante. Avec l'idée aussi que cela réduirait sans doute le nombre de naufrages en Méditerranée, en se disant que si les gens savent qu'ils ont une possibilité d'arriver par le tirage au sort, donc par des voies sûres et légales, ils risqueraient sans doute moins leur vie et dépenseraient moins d'argent.

### **Il y a une démission de la gauche depuis les années 80 sur la question des migrations. À quels facteurs identifiez-vous cela ? Et au profit de quels autres sujets ?**

Il me semble que la question de l'immigration est aujourd'hui devenue pour la gauche ce que la sécurité était dans les années 90, c'est-à-dire un sujet de préoccupation important pour l'électorat, mais un sujet sur lequel la gauche a du mal à se positionner, a du mal à dire quelque chose parce qu'elle craint de se trahir. Pour moi, le moment qui identifie ce mouvement de bascule, ce sont les élections européennes de 1984. Le FN en France remporte 10% des suffrages. Un score qui paraît ridicule aujourd'hui mais qui semblait énorme à l'époque. Et Laurent Fabius, alors Premier ministre socialiste, dira alors cette phrase : « *le Front national pose les bonnes questions, mais apporte les mauvaises réponses* ». Et dès l'instant où un homme politique, de gauche de surcroît, dit que le Front national pose les bonnes questions, cela signifie qu'il

abandonne complètement à l'extrême droite l'agenda politique, et qu'il place les autres partis en position, non plus de poser les questions, mais d'apporter les réponses. Ce basculement correspond au moment où on va commencer à discuter d'un espace de libre circulation au sein de l'Union européenne, qui va se doubler d'un renforcement des frontières extérieures. C'est à partir de ce moment-là qu'on va commencer à construire la forteresse Europe.

### **Avez-vous déjà soumis ces propositions aux responsables politiques ?**

Précisons d'abord qu'on a essayé de présenter des propositions qui soient concrètes et opérationnalisables. Des propositions qui peuvent être réalisées par la Belgique seule, c'est-à-dire qui ne nécessitent pas forcément un grand accord européen ou international. Et de plus, ce sont de mesures à coût nul ou à coût très limité qui ne vont donc pas grever le budget de l'État.

On a évidemment envoyé ces propositions à toute une série de politiques. On a eu certains retours, mais essentiellement des retours de militant·es et de sections locales qui nous ont dit: «c'est très intéressant, peut-on mettre telle ou telle proposition dans le programme qu'on soumettra à l'assemblée locale ou régionale de telle ou telle ville?» Donc on voit que certaines idées font leur chemin. Mais, par contre, on n'a pas encore été véritablement interpellé par un président de parti ou un parti de façon officielle. Et parfois, je dois dire qu'on a un peu l'impression que les médias préfèrent donner la parole sur ces questions à Alain Destexhe ou à Théo Francken plutôt qu'à des chercheurs qui mettent en avant des propositions progressistes.

### **En matière migratoire, ce qui est extrêmement choquant, c'est la passivité globale de la société, des médias et des politiques. Comment peut-on expliquer ce phénomène ? Et comment essayer malgré tout de faire bouger les choses ?**

Je trouve que la mobilisation des citoyen·nes au parc Maximilien était assez incroyable. Et même encore plus spectaculaire que les mobilisations pour le climat

«L'immigration est un sujet de tensions très vives au sein de l'Union européenne, des gouvernements, des partis politiques, et même des familles, des cercles d'amis etc. Résultat: les partis vont essayer de se tenir à distance d'un sujet sur lequel ils estiment qu'ils n'ont que des plumes à perdre.»

parce qu'il s'agit là d'un engagement fort et de long terme: accueillir quelqu'un chez soi, c'est sans doute encore plus engageant qu'aller marcher un dimanche dans le froid et sous la pluie, même si c'est évidemment remarquable de se mobiliser aussi pour le climat.

Je suis aussi frappé de ce décalage complet entre d'une part l'empressement des politiques à se saisir de la question du climat et à en faire un vrai enjeu de campagne électorale, ce qui est très bien, et d'autre part, le fait que, sur l'immigration, cela ne bouge pas voire cela recule.

### **Comment l'expliquer ?**

D'une part parce que la question du climat est relativement consensuelle dans la société, en tout cas tant qu'on ne gratte pas plus loin en termes de choix collectifs, mais il y a un consensus assez large dans la société sur les principes de base à savoir: il faut protéger le climat et réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Sur l'immigration, il n'y a pas du tout de consensus social. Qu'est-ce qu'il faut faire par rapport aux migrations? Est-ce qu'il faut accueillir davantage de migrants? Je pense que même sur la question de ce qu'il faut faire en Méditerranée pour réduire le nombre de morts, il n'y a pas de consensus social qui se dégage, on a d'ailleurs bien vu les attaques dont ont été victimes les ONG. C'est un sujet de tensions très vives au sein de l'Union européenne, au sein des gouvernements, au sein des partis politiques, et même au sein des familles, des cercles d'amis etc. Résultat, on a des partis qui vont essayer de se tenir à distance d'un sujet sur lequel ils estiment qu'ils n'ont que des plumes à perdre.

Le deuxième élément, c'est que la crise climatique apparaît encore comme largement devant nous, tandis que pour beaucoup de gens, la crise des réfugiés, la crise humanitaire apparaît comme étant derrière nous, en 2014-2015. Je pense que beaucoup de gens sont convaincus qu'il n'y a plus vraiment d'autres problèmes aujourd'hui en termes humanitaires et il y a un moindre sentiment d'identification à cette problématique.

### **Serait-il judicieux d'ouvrir le statut de réfugié à ceux qui fuient les catastrophes climatiques ?**

Sur la question de l'ouverture ou de la réouverture de la Convention de Genève, je vais faire une réponse de Normand. Je pense que ce serait une excellente chose si on pouvait rouvrir la Convention de Genève et y inclure toute une série d'autres motifs de protection que ceux qui avaient été initialement listés en 1951. Je pense bien sûr à la question du changement climatique mais aussi à la question de l'orientation sexuelle ou du genre.

Car toute une série de motifs de persécutions qui poussent les gens à partir de chez eux ne sont pas pris en compte par la Convention.

Le problème, dans l'état actuel du débat politique aujourd'hui, c'est qu'un grand nombre de pays industrialisés sont dirigés par des populismes d'extrême droite. Je crains donc que toute révision de la Convention ne puisse aboutir qu'à un détricotage complet des maigres protections qu'elle contient. Et qu'elle finisse à la poubelle ou se voit complètement vidée de sa substance.

C'est un état assez dramatique et lamentable du débat politique puisque tous les chercheurs et tous les politiques de bonne volonté, reconnaissent qu'on en est aujourd'hui à travailler avec un instrument qui n'est plus adapté aux réalités des migrations contemporaines, mais que personne n'ose remettre sur la table par peur de le voir disparaître.

C'est pourquoi je plaiderais plutôt en termes de solutions qui conservent la Convention de Genève, mais à laquelle on ajoute un étage avec une autre Convention, un autre texte qui ajoute des protections humanitaires additionnelles au texte de la Convention de Genève. J'en profite pour dire que le fameux Pacte de Marrakech, tellement décrié en Belgique, prévoit quand même des dispositions intéressantes précisément dans ce sens. Une des grandes avancées de ce Pacte, dont on a parfois dit qu'il ne servait à rien, qu'il n'était pas contraignant etc., c'est qu'il concerne les personnes déplacées par le changement climatique. C'est donc l'un des premiers textes internationaux sur l'immigration qui reconnaît dans une section spéciale le changement climatique comme un facteur de déplacement des gens.

**Quel diagnostic faites-vous en tant que spécialiste de la philosophie politique sur le monde d'aujourd'hui? Est-ce qu'il y a vraiment un Ancien Monde qui disparaît et un Nouveau Monde qui se profile?**

Je pense qu'il est trop tôt aujourd'hui pour identifier ce que sera une tendance structurelle et ce que seront des tendances conjoncturelles. Je pense qu'il faut se méfier de cette approche. On voit malheureusement que l'Ancien Monde a souvent tendance à revenir et que le Nouveau Monde est parfois une nouvelle déclinaison de l'Ancien. Il n'y a qu'à voir la présidence d'Emmanuel Macron en France. Par contre, ce que qui me paraît significatif, c'est qu'on reste aujourd'hui bloqué dans des structures et dans des cadres de pensée qui ont été mis en place dans le passé, il y a parfois très longtemps, et qu'on ne parvient pas vraiment à renouveler.

Ainsi, sur la question du modèle productiviste de croissance, on reste prisonnier du modèle des Golden Sixties où la question de la croissance démographique ou économique était présentée comme une sorte d'idéal. Avec cette idée que la croissance apporte prospérité et bonheur. On a encore fort tendance aujourd'hui à lier la question à la croissance à celle du chômage c'est-à-dire à faire comme si un retour à la croissance signifiait la fin du chômage, alors que toutes les études montrent qu'il n'y a pas de relation automatique entre croissance et taux d'emploi.

Sur la question de l'immigration, je trouve que nous restons coincés dans ce que j'appelle le paradigme de l'immobilité. C'est-à-dire l'idée que dans un monde idéal, les gens ne migreraient pas, et donc que les migrations sont une sorte d'anomalie. Ce paradigme de l'immobilité, je le fais remonter aux traités de paix de Westphalie de 1648 qui vont définir l'État tel qu'on le connaît aujourd'hui : à chaque territoire va correspondre une population à laquelle va correspondre un souverain, comme s'il y avait une sorte de superposition des frontières géographique, démographique et politique.

Or, aujourd'hui, ce qu'on voit, et je pense que c'est cela qui provoque les crispations et la crise de la démocratie qu'on connaît actuellement, c'est que cette superposition de trois types de frontières ne tient plus du tout.

Ainsi, la mondialisation fait que les frontières du pouvoir politique ne recouvrent plus les frontières des États. On voit bien qu'aujourd'hui, il y a toute une série de décisions qui échappent complètement au contrôle des États. Je pense en particulier aux multinationales. Mais ce sont aussi les frontières démographiques qui sont complètement remises en cause par l'immigration : vous allez avoir sur un territoire plusieurs populations et vous allez avoir une même population qui va être dispersée sur plusieurs territoires. Il n'y a donc plus du tout d'équivalence entre un territoire et une nation. Les frontières géographiques sont aussi profondément remises en cause par le changement climatique.

Par exemple, un mètre d'élévation du niveau de la mer signifie pour un pays comme le Vietnam la disparition de 26 000 km<sup>2</sup> c'est-à-dire 10% de son territoire ! Que veulent encore dire les concepts essentiels des relations internationales comme les frontières, la puissance, la souveraineté face aux changements climatiques?

François Gemenne et Pierre Verbeeren,  
**Au-delà des frontières. Pour une justice migratoire.** Centre d'Action Laïque, 2018.



Depuis décembre dernier, l'actualité se gonfle de marches pour le climat et d'exigences citoyennes dont on distingue parfois mal l'issue politique tant l'enjeu est gigantesque et les réponses des autorités publiques, médiocres et insuffisantes. Comment modifier nos comportements et notre logiciel de pensée après trois siècles d'addiction occidentale à l'énergie, à la production, à la consommation, à la vitesse et à la richesse, fondements matériels d'un capitalisme qui n'en finit pas de s'épuiser ?

avec adoration...), mais certains principes résonnent singulièrement (ne pas détruire les arbres verts, être compatissant envers tous les êtres vivants, ne pas manger de viande, fournir un abri commun aux animaux abandonnés...) au travers du respect impérieux de tout ce qui vit.

La défense acharnée des arbres et des forêts s'inscrit d'ailleurs dans le souvenir du massacre de 1730, quand 363 Bishnoïs furent tués pour avoir tenté de protéger les

arbres en les entourant de leurs corps. Le Mahârâja local qui avait besoin de bois pour rénover son palais envoya alors ses soldats qui découpèrent et mutilèrent tant les arbres que les Bishnoïs. Sans verser dans une religiosité inadéquate ou un mysticisme dépassé, il me semble qu'il y a, dans l'expérience des Bishnoïs, une spiritualité, aux côtés d'autres voies d'analyses et de politiques, qui nous envoie comme un écho immémorial aux nécessités du présent.

Deux derniers petits faits intempestifs qui ont, par leur singularité même, la puissance de questionner notre époque. L'affaire des troubles de l'audition de certains membres du personnel de l'ambassade américaine de La Havane : près de vingt d'entre eux ont subi des lésions cérébrales,

des pertes auditives, des nausées et des maux de tête. Les États-Unis soupçonnaient une arme acoustique, téléguidée par les services secrets cubains. Erreur concluent deux chercheurs américains : il s'agit non d'une attaque sonore, mais du bruit émis par des grillons à queue courte. Non pas les ondes électro-magnétiques envoyées par un canon à ondes antiémeutes, mais le chant d'amour d'insectes latino-américains. Ceci n'est pas une fake news.

Et l'affaire du licenciement collectif des robots d'un hôtel au Japon. Pannes, problèmes de maintenance, plaintes des clients réveillés notamment par l'assistant vocal intelligent qui ne comprend pas « la question » suite aux ronflements de ces mêmes clients... Bref, la moitié des 243 robots de l'hôtel nippon seront licenciés et remplacés... par des humains, trop humains. Illustration des limites de l'intelligence artificielle qui enthousiasme tant nos élites mondialisées.

# इन्सपिर वेड बिश्नोई



PAR JEAN CORNIL

Parmi les multiples réponses possibles à cette interrogation vitale, l'une d'elles m'a interpellé : celles des Bishnoïs. Voilà une communauté hindouiste d'environ 800.000 personnes, installées pour la plupart au Rajasthan, en Inde, qui professe un strict respect de la vie, en particulier des animaux et des arbres, au travers de 35 principes. Ces 35 principes (Bishnoïs signifie 35 dans une forme dialectale de l'hindi), que l'écrivaine Irène Frain a magnifiquement racontés dans son roman *La Forêt des 29*, forment une sagesse de vie inspirée et inspirante face au crépuscule annoncé de notre modernité.

Ainsi, parmi les 35 règles des Bishnoïs, outre les formules et les commandements classiques (ne pas voler, ne pas mentir, pratiquer le pardon...), il y a certes des injonctions de purification qui peuvent paraître désuètes ou trop radicales, quoique... (cuisiner soi-même, jeuner lors de la nouvelle lune, réciter les noms saints



**Dépouille** (2005) : Les Apaches sont les ancêtres des punks et autres racailles de banlieue. J'ai eu un réel coup de foudre pour les exploits de la Bande à Bonnot, ces anarchistes-braqueurs qui, en 1910, ont déclaré la guerre à la société bourgeoise et à son bras armé, la police.  
*Issu de la campagne Carhartt (printemps/été 2005)*



# Voyoucratie

Dave Decat est un artiste bruxellois. Adepté de l'esthétique de la fatalité, il dévoile une vision de la société par le prisme déformant de ses marginaux. Son inspiration, il la trouve dans la « voyoucratie » : les infréquentables, les anarchistes, les bagnards ou encore les vandales. Touché par les représentations bibliques sanguinaires des Primitifs flamands en étant gamin, ce sont ensuite les magazines satiriques, les comics et l'univers iconographique du Heavy Metal qui viendront façonner son imaginaire. Celui qui se dessinait des motifs oldschool sur les bras finit un jour par collaborer avec Nike et Carhartt. Ses illustrations d'Apaches, ces bandes criminelles parisiennes de début 1900, sont diffusées dans le monde entier. Il se trouve dès lors coincé dans un paradoxe : avoir popularisé un univers inconnu, jusqu'à en être dépossédé. Qu'importe, il se réfugie alors à nouveau dans l'underground et réhabilite depuis lors à sa façon la communauté des loubards des années 80.

IMAGES ET PHOTOS PAR DAVE DECAT

À la fraîche (2005) : À l'exception de certains quartiers comme Montmartre, le vieux Paris a complètement disparu. J'ai donc voulu lui rendre hommage, en représentant ces lieux où les bourgeois en quête d'exotisme et de safari urbain venaient se frotter à la basse pégre.



Merde (2009) : Les prisonniers des bagnes étaient une main-d'œuvre gratuite et corvéable à merci. Mais ils s'insurgeaient. Ils bravaient l'interdiction des tatouages en utilisant leur corps comme étendards vivants de leur révolte.





**Place Maubert** (2005) : Mes voyous sont mélancoliques, ils assument leur destin. Cette illustration est issue d'une série consacrée aux Apaches, où les personnages étaient séparés des décors conçus comme des plans de dessins animés. Issu de la campagne Carhartt (printemps/été 2005)

**Le Monte en l'air** (2009) : Parti d'un ancien livre, *Comment on vole, comment on nous tue*, j'ai imaginé des affichages publicitaires qui auraient pu l'accompagner. Puis un ami m'a suggéré de remplacer « nous » par « vous » : on est dès lors passé d'un livre de conseils pour bourgeois à une sorte de guide criminel imaginaire.

**La Muerte** (2016) : Quand le chanteur de *La Muerte* m'a demandé de réaliser la pochette de *Murder Machine*, je n'ai pas voulu utiliser leurs anciens codes esthétiques. J'ai préféré photographier une *battle jacket*, ce type de veste customisée avec des écussons de groupes et/ou des messages politiques. Celle-ci a été créée en partant d'un tableau hallucinant trouvé sur une brocante. C'est aussi un hommage aux gangs du Bronx de la fin des années 70.



Dave Decat, *Voyoucratie*. Bruxelles, C-F-C Editions, coll. « Strates », 2018.





# Montée en tension sociale



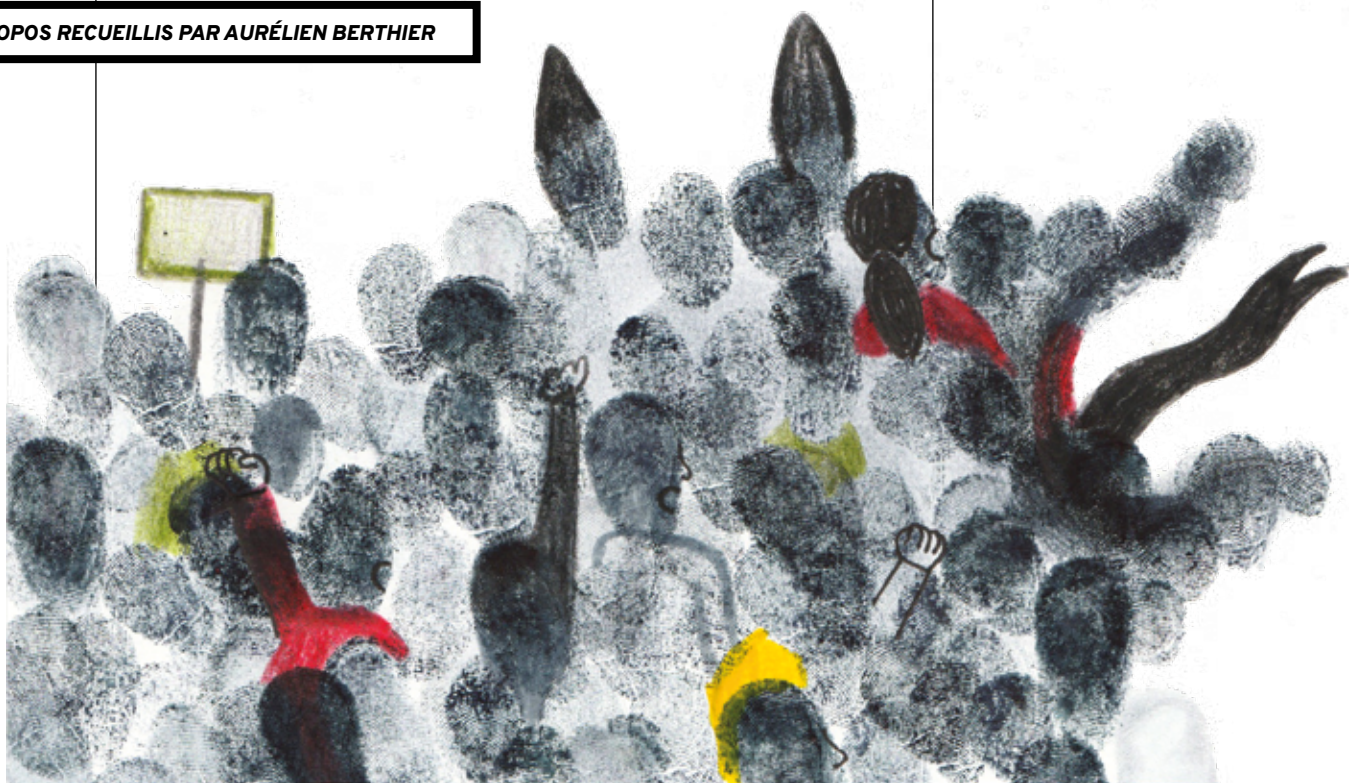
**Gilets jaunes, luttes climatiques,  
concertation sociale bloquée, ZAD...**

**Difficile de nier que nous vivons un climat social sous haute tension. Sur fond de dé-démocratisation rampante, le recours de plus en plus fréquent à la désobéissance civile et le retour à des formes d'actions plus directes dans la contestation en témoignent. Ayant toujours accompagné les conflits sociaux, la violence sous ses diverses formes (violences sociales des dominants, violences policières, violences politiques des dominés) semble également prendre de l'ampleur. Comment se caractérise et s'explique cette montée en tension ? Est-elle le signe d'un grippage du jeu électoral et du pari démocratique de la résolution des conflits par le dialogue ? Quels indices nous donne-t-elle sur le contexte et les stratégies possibles des combats à mener à l'avenir ? Qu'est-ce que les violences, leurs usages, les discours qui sont portés sur elles, révèlent des rapports de pouvoir actuels ?**

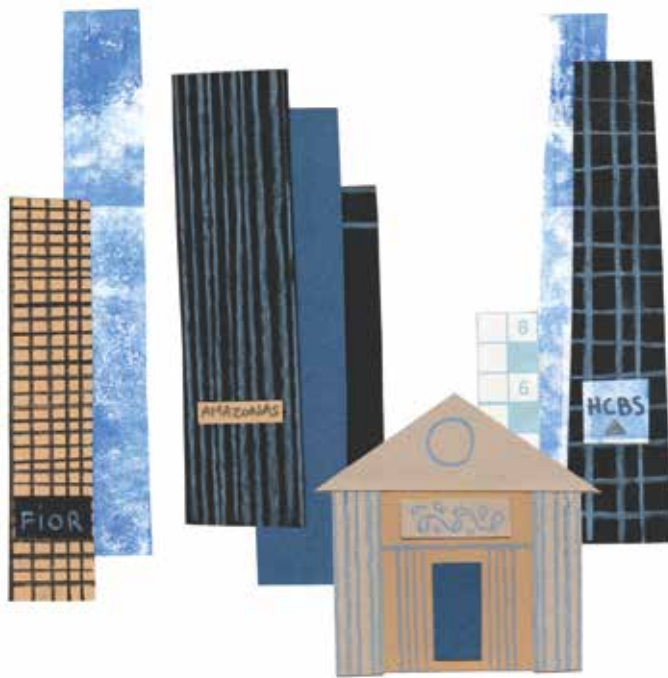
BRUNO FRÈRE

# « Les États récoltent aujourd'hui les violences qu'ils ont semées »

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER



Bruno Frère est philosophe et sociologue du militantisme et des mouvements sociaux à l'ULg et au FNRS. Mouvement des Gilets jaunes, grèves scolaires pour le climat des étudiants, mais aussi ZAD qui perdurent ou se renouvellent un peu partout laissent deviner des rapports à l'action à la mesure des violences sociales subies ces dernières décennies. Le co-auteur de « Résister au quotidien » relève la montée en tension sociale actuelle, la réactivation de formes de luttes plus anciennes et le grand retour des classes sociales. Même si les niveaux de violences politiques d'aujourd'hui, loin des constructions médiatiques les montant en épingle, restent à relativiser par l'histoire et, surtout, à expliquer.



**Gilets jaunes, ZAD, grèves scolaires du jeudi pour le Climat. Est-ce qu'on peut constater une montée en tension sociale? Un retour à des formes plus dures de manifester et de revendiquer?**

Si on ne peut pas estimer qu'il y a une politisation plus forte aujourd'hui qu'hier, en revanche, on constate en effet une recrudescence de toute une série de formes de contestations, ou de formes de vies marginales, qui sont susceptibles de résister par la violence. Et ce, notamment parce que les États occidentaux ont une tendance générale à la *dé-démocratisation*, à se cabrer très vite et à très rapidement faire appel à la police. On le remarque de manière prégnante avec la figure de Macron en France, c'est-à-dire qu'on voit bien que se restaurent des pouvoirs forts, plutôt autoritaires, et de tendance droitiste. Sans parler évidemment des pouvoirs clairement d'extrême droite comme en Pologne, Hongrie, Autriche ou Italie. Effectivement donc, on peut considérer qu'on vit une sorte de tension montante.

En revanche, ce serait une erreur de penser que celle-ci est inédite ou qu'elle est neuve. Si on se réfère à l'histoire, même récente, jusque dans les années 60 et 70, vous aviez des mouvements contestataires et de luttes sociales qui étaient extrêmement forts et qui passaient parfois par la violence. Ne serait-ce que Mai 68. On est progressivement arrivé, entre les années 60 et le début des années 80, à une sorte d'apaisement de la conflictualité dans les sociétés industrielles démocratiques occidentales. Notamment parce que certaines classes sociales, comme la classe ouvrière, mise de côté jusqu'alors, est intégrée à la modernité et à plus de protection: droit à la pension, soins de santé gratuits, indemnité de chômage en cas de

licenciement, sécurité sociale, droit du travail, etc. Tout cela a beaucoup progressé, dans le troisième quart du 20<sup>e</sup> siècle, après Mai 68.

Aujourd'hui, on peut se dire qu'après une période de relative accalmie, la violence est de retour, mais c'est quand même extrêmement relatif quand on sonde le passé. Ainsi, on a connu durant les années 70 une période où le communisme radical était extrêmement puissant (Fraction armée rouge, Cellules Communistes Combattantes etc.). La violence était donc toujours présente, même pendant cette période de relatif apaisement des conflictualités.

**Est-ce qu'on assiste à la remise au goût du jour de dynamiques et moyens d'action plus directs, de stratégies qu'on avait mises de côté voire même jugées contreproductives?**

Oui, certainement, en partie. Mais il ne faudrait pas simplement y voir une recrudescence de passions violentes dans la population: il s'agit bien d'une réaction à quelque chose, à une situation.

Les Zones à défendre (ZAD), c'est une partie de la population, ce qu'on pourrait appeler la classe sociale du *précarariat* pour reprendre une expression de Guy Standing, en nette augmentation, composée de jeunes très souvent formés qui travaillent, qui ont souvent plusieurs emplois en même temps et qui pour autant sont pauvres, sur le modèle du «working poor» américain, britannique ou allemand. Une partie de ces précaires décide de claquer totalement la porte aux sociales-démocraties en allant se réfugier dans une ZAD pour ne plus rien avoir à faire avec les institutions comme l'Onem qui veut les contraindre à travailler, etc. Allant même jusqu'à renoncer à des indemnités de chômage, à se sortir des listings publics, pour ne plus avoir à travailler dans un monde qui les dégoûte. On disparaît, mais on est heureux.

En ce qui concerne les Gilets jaunes, si ce mouvement est bien sûr très différent de celui des ZAD, l'origine en est en quelque sorte la même: la fin de l'État social. La classe moyenne qui avait réussi à stabiliser ses conditions d'existence et de protection sociale dans les années 60-70 avec les minimas salariaux, le renforcement de la sécurité sociale et toute une série de conquêtes sociales est aujourd'hui touchée de plein fouet par la précarisation. Elle s'effrite par le bas et vient nourrir le précarariat de gens qui travaillent et qui pourtant n'arrivent pas à joindre les deux bouts et à payer leurs factures.

Indéniablement, les États récoltent aujourd'hui les violences dont ils ont eux-mêmes semé les graines par 30 années de politiques néolibérales. Les individus qui en ont pris plein la figure pendant des décennies passées à galérer, restituent cette violence sociale subie, parfois de manière

malheureuse, « bête et méchante », comme on les a vues dans les rues de Paris. Il ne faut pas s'en étonner, surtout quand on voit le pouvoir continuer à persévérer bille en tête, croyant qu'on va parvenir à régler les tensions sociales avec les entreprises tous azimuts — y compris multinationales — ou le soutien à l'innovation technologique.

**Est-ce que, au sein des mondes militants de gauche, se diffuse l'idée que manifester tranquillement, marcher pacifiquement ça ne suffit plus, l'idée qu'il faut à présent « montrer un peu plus les dents » et exprimer plus avant sa colère ?**

Je ne sais pas si on peut dire que marcher pacifiquement a fonctionné et ne fonctionne plus. En fait, je ne pense pas que quoi que ce soit ait été transformé socialement et politiquement dans le monde par la formule manifestation dans la rue, par les défilés dans les rues. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'a pas de sens. Cela reste nécessaire de parvenir à montrer symboliquement qu'on est très nombreux afin que tout le monde finisse par devoir tenir compte de nos revendications: les progressistes en endossant celles-ci à une échelle politique et les conservateurs qui, tout en tâchant de délégitimer le mouvement, doivent tout de même composer avec ce qui s'impose dans le débat. Mais au-delà de ça, la contestation n'a jamais véritablement fonctionné qu'à partir du moment où on commence à venir flirter avec l'illégalité. Tout d'un coup, cela contraint le pouvoir, l'État en l'occurrence dans ce qui reste une démocratie comme la nôtre, à modifier tendanciellement sa ligne de conduite.

Actuellement, si les manifestations pour le climat des jeunes étudiants interpellent le pouvoir si efficacement, c'est parce qu'elles flirtent avec les limites de la légalité. Ainsi, ce qui fait bouger les lignes politiques — il y a quand même une ministre flamande qui a démissionné — ce ne sont pas juste des dizaines de milliers de personnes dans la rue, mais c'est surtout le fait que ces milliers de personnes ne devraient en principe pas s'y trouver, puisque légalement elles sont mineures et supposées être à l'école ! C'est le fait que des gamins osent agir hors du cadre légal pour porter une revendication. Il y a là quelque chose qui vient éroder l'ordre établi du monde dans lequel on vit et ça, c'est inquiétant pour le pouvoir, cette émergence qui n'est certes pas violente, mais qui est en dehors du cadre légal. Et qui de surcroît porte une revendication que tout le monde ou presque reconnaît comme bien légitime !

La question de la légalité est cruciale. D'une part, ce n'est pas parce qu'une action est illégale qu'elle est forcément vraiment violente (voyez par exemple les expériences autogestionnaires comme celle des usines des montres LIP). Et d'autre part, ce n'est pas parce qu'une action est illégale qu'elle n'est

pas juste. Par exemple la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui a réussi à empêcher la construction de l'aéroport sur une zone humide préservée: ça a été une vraie victoire pour les mouvements contestataires. Macron a fini par céder car la majorité des gens considéraient que c'était une aberration écologique de continuer à construire des aéroports supplémentaires et donc que c'était juste de s'y opposer.

**Est-ce qu'il n'y a pas un paradoxe à gauche: personne ne cautionne ni ne commande les violences politiques (à de rares exceptions peut-être comme les mouvements autonomistes), mais tout le monde, y compris les syndicats, savent qu'elles peuvent « muscler » les luttes. Est-ce qu'il y a un jeu dupe à gauche en la matière ?**

Oui, certainement, mais la politique, c'est un jeu de dupes depuis toujours ! C'est un rapport de force permanent qui est en grande partie stratégique. Je déteste l'idée de « récupération » par exemple, quand on vient pointer un risque qu'un mouvement soit récupéré par tel ou tel courant politique. Car les courants politiques font en fait leur job en essayant de s'adosser aux luttes sociales. Selon moi, la vraie question c'est de savoir dans quelle mesure est-ce que, en s'adossant à ces luttes sociales-là, ce qu'ils vont suggérer est apte ou non à transformer quelque chose dans le monde concret ? S'y adosser simplement pour le discours et sans faire de projets de loi, en effet, là pour le coup c'est totalement un jeu dupe. Mais c'est là que justement les citoyens ordinaires tiennent le politique par le bas ventre en jouant le jeu de la démocratie. Je crois que les gens dans les manifestations le savent en partie et en tirent leur partie. On va jouer le rapport de force, et ce jusqu'à ce que certains prennent en cause nos revendications et les portent réellement, avec un désir d'impact réel au-delà de l'idéologie.

Ensuite, je crois aussi qu'il faut faire très attention à la question de la violence. Il y a plusieurs formes de violences. On met ainsi très souvent derrière la notion de violence des actes qui en fait ne sont pas spécialement violents. Si on prend par exemple le phénomène des ZAD, qui concerne en France des dizaines de milliers de personnes. Il y en a aussi une en Belgique [La ZAD du Kelbeek à Haren contre le projet de maxi-prison NDLR], mais qui est en voie de disparition. Avec les ZAD, il n'y a absolument aucune forme de violence autre que celle de résister à l'État et aux policiers qui essaient de venir nous déloger d'un territoire sur lequel on estime être légitimes parce qu'on se bat au motif de principes de justice clairs: l'écologie, la nature, contre un barrage ou un aéroport inutile, etc. En tant que telles, elles ne sont pas violentes: l'occupation est pacifique, la violence est provoquée par l'intervention étatique qui envoie la police armée jusqu'aux dents, voire son armée, pour déloger ces occupations pacifiques. C'est quand même complètement dingue de se dire qu'on en est là aujourd'hui... Et dans les mouvements des Gilets jaunes, les violences policières sont indéniables. On ne peut pas se limiter à affirmer que l'État a le monopole légitime de la

Bruno Frère est le co-auteur avec Marc Jacquemain de **Résister au quotidien?** (Les presses de SciencesPo, 2013) et prépare son nouvel ouvrage **Penser l'émancipation** (avec Jean-Louis Laville)



force et qu'il peut donc par là-même se permettre d'aller casser du Gilet jaune s'il en a envie: en démocratie, ça ne marche pas comme ça. Bref, il faut d'abord pouvoir se demander: par qui est initiée la violence?

### **Les médias diront que les violences policières répriment la « violence gratuite » des « casseurs »...**

L'autre question qui se pose, c'est: quelles formes de violence? Or, les médias télévisuels ne vont en effet jamais chercher à déterminer exactement ce qui est détruit, pourquoi et de quelle manière ça l'est, et si surtout il y a ou non des violences physiques contre des personnes, de la part de ceux qui sont qualifiés de « vandales », « violents », « factieux », « casseurs », sans foi ni loi ». etc.

Or, en ce qui concerne les violences politiques aujourd'hui, on est quand même très loin des celles perpétrées dans des années 70, quand des mouvements de gauche radicale enlevaient des patrons de grosses entreprises ou de banques et les exécutaient... On est plutôt dans des violences en manifestation, sous forme de violences matérielles, avec un aspect symbolique et politique dans les cibles de ces destructions qu'illustrent les pratiques des Black Blocs. Ces groupes, que les médias qualifient volontiers de « casseurs », font généralement très attention à leurs cibles: ils ne cassent pas des biens publics, mais vont taguer des banques, casser des vitrines d'assurances privées ou de magasins de luxe. Il y a derrière ces actes un message politique clair qui est exprimé. Et bien sûr, ils ne cherchent pas à blesser qui que ce soit.



Ne pas voir cette dimension symbolique dans ce que charrient ces « casseurs » et renvoyer ça à une ultra-violence gratuite propre à un groupe d'excités, c'est se leurrer. À part dans des situations de guerre radicale, et encore, où des gens ont été drogués pour aller au combat, les humains ne portent pas naturellement en eux un désir quelconque de violence, ce n'est pas vrai. Personne n'est spontanément ou naturellement violent – sauf évidemment dans certains cas qui relèvent de la psychiatrie.

### **Dans les discours militants, quel est le cadre du débat qui peut agiter la gauche dans son rapport aux violences politiques?**

Chaque fois qu'il y a des manifestations de violence, c'est qu'il y a un problème démocratique puisque le principe même de la démocratie c'est d'organiser le conflit, de manière pacifiée, entre des gens qui ont des représentations du monde, de la vie, des priorités sociales différentes. Toute manifestation de violence peut donc systématiquement se lire comme un déficit ou un échec de démocratie.

Mais à gauche, par rapport aux violences, il faut faire la distinction entre *interdire*, *justifier* et *opérer un travail de compréhension sur*. La première position, qui vise à déplorer

unanimement toutes les violences, à les interdire et les rejeter du débat et appeler à les réprimer sous prétexte qu'elles seraient antidémocratiques n'est en réalité pas une position de gauche, mais une position réactionnaire. À l'autre bout du spectre, la position qui consiste à justifier aveuglément les violences sous quelque forme que ce soit au motif que l'État et nos sociétés sont devenus invivables n'est pas tenable non plus. Il existe une position intermédiaire, la plus progressiste à mes yeux, qui consiste à tenter de comprendre ce qu'il se passe et à ne pas condamner unilatéralement des actes dits violents. Et parfois même, dans une certaine mesure, à partiellement justifier cette violence si tentée qu'elle ne s'en prenne pas aux personnes. Dire « je ne vois pas de problème à ce qu'on casse une vitrine de banque » est pour moi une réflexion d'une gauche qui cherche à renouer avec ce qui est sa vocation initiale à savoir: contester l'ordre établi qui depuis toujours profite à certaines catégories de la population beaucoup plus qu'à d'autres. Par contre, rajouter « Et qu'on attaque les banquiers », pour le dire caricaturalement, ça devient plus problématique.

### **Dans votre livre « Résister au quotidien » vous évoquez une « crise de la conflictualité sociale », à la fois pour la penser et pour l'organiser, où il manquerait un sujet d'émancipation et des adversaires clairement identifiés. Est-ce qu'on n'est pas en train de sortir de ça avec, pour le dire vite, les « gueules cassées » du néolibéralisme qui se rebiffent face aux institutions financières, aux multinationales et à leurs relais dans les gouvernements ?**

Depuis le début des années 2000 et les mouvements altermondialistes, ce qui se restaure, c'est en tout cas une certaine forme de conscience de classe qui avait disparu. On réalise aujourd'hui que dire « la lutte des classes, c'est terminé » ou « les classes sociales n'existent plus », ça a été de l'enfumage: les classes sociales existent même si elles se reconfigurent un peu. On est confronté à des formes de précarité sociale partagées par un nombre massif et toujours plus croissant d'individus (intérimaires, indépendants précaires, ceux qui bossent à la tâche pour des plateformes ou cumulent les petits boulots etc.). Ils sont rejoints par ceux qu'incarnent les Gilets jaunes. Commence à émerger une conscience de leur condition commune et intérêt commun de précaires. On assiste donc probablement au réavènement d'une conscience de classe. Après, la vraie question, c'est quelle forme ça va prendre? Parce que pour le moment en Europe, force est de constater que ça a tendance à filer plutôt vers l'extrême droite comme en Hongrie ou en Italie. La question qui se pose dès lors, et ce n'est pas très original de dire ça, c'est: est-ce que la gauche va être en mesure de contribuer à ce que ces luttes sociales soient des luttes pour l'émancipation et non pas des luttes pour la discrimination?

# Mouvements sociaux : le retournement des stéréotypes

PAR JEAN-FRANÇOIS PONTÉGNIE

Les travaux de la fin du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle sur la psychologie des foules, dont Gustave Le Bon est emblématique, ont forgé une sorte d'imaginaire fait de stéréotypes toujours prégnants aujourd'hui. La foule serait ainsi un être dénué de raison en proie

à une forme hypnotique de religiosité qui, levant les censures individuelles, porterait inévitablement à la violence. Un imaginaire de la foule qui a imprégné la perception des grèves et manifestations de rue par les tenants du pouvoir. Or, les mouvements sociaux actuels, Gilets jaunes, ZAD, masses critiques (et on en passe!) font voler en éclat la déclinaison ordinaire des conceptions de Le Bon et sèment la panique : les élites tremblent...

**E**n 1895, Gustave Le Bon publiait un ouvrage, devenu un best-seller, *Psychologie des foules*, qui a connu des rééditions tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. Cet opuscule, marqué par son époque – *«imprégné du psychologisme rance de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle»*, dit l'historien Pierre Serna – véhicule une série de concepts qui imprègnent aujourd'hui encore les perceptions communes (et policières : ce dernier point n'étant pas le moins inquiétant) de la foule.

## LA «PSYCHOLOGIE DES FOULES» : CE QU'IL RESTE DE GUSTAVE LE BON AU 21<sup>E</sup> SIÈCLE

Le sociologue Vincent Rubio<sup>1</sup> souligne ainsi que la foule jouit d'une image particulièrement négative dans le public contemporain qui *«entretient une aversion aiguë et spontanée à son endroit»*. Les théories de Le Bon et de ses épigones ont fait de *«la foule un être dénué d'intelligence et qui, par conséquent, n'élève pas les personnes la composant»*. C'est ainsi que, dans le discours commun, se trouve soulignée la thèse même de Le

Bon de *«l'existence d'une âme collective de la foule au sein de laquelle se dissout l'individualité, la personnalité consciente des individus»*.

Cette image dépréciative est aussi intimement liée *«à la sensation de toute-puissance par laquelle les individus définissent (également) la foule»* : c'est ce sentiment de puissance, ainsi que la violence (au moins) potentielle qui lui est nécessairement associée, qui, aux yeux des individus, fait de la foule un véritable danger pour la société. Dans cette représentation collective, *foule* et



Le Petit Journal, 30 avril 1905.

peuple se voient assimilés dans la même image négative: «ces deux termes ont partie liée dans la mesure où la foule est vue comme une excroissance (ou une expression) du peuple».

Ces sentiments – fort partagés: communs et non pas bourgeois ou aristocratiques comme l'on pourrait croire – sont aussi empreints de peur. Sigmund Freud (que l'on a pu désigner, de façon un peu provocante, comme «le meilleur disciple de Le Bon»<sup>2</sup>) a tenté d'expliquer que la foule, en véhiculant une culture commune qui transcende l'individu, instaure une sorte d'impunité pour tous les actes commis en son nom: l'individu pourrait ainsi donner libre cours à ses pulsions. Par ce processus, argumente Freud, «ce sont les mauvais instincts qui viennent au premier plan».

**«Sigmund Freud a tenté d'expliquer que la foule, en véhiculant une culture commune qui transcende l'individu, instaure une sorte d'impunité pour tous les actes commis en son nom: l'individu pourrait ainsi donner libre cours à ses pulsions.»**

Cette «déculpabilisation des individus au nom de l'impératif collectif» est d'ordre religieux et, selon Hannah Arendt, on la retrouve d'ailleurs à l'œuvre dans ce qu'elle nomme les «religions laïques»: le fascisme et le communisme. Le terme «religion» renvoie enfin à la croyance par laquelle la foule – marquée par «le manque de culture, le mépris de la raison, le renoncement au libre arbitre» – est «précipitée dans un esclavage de pensée» de caractère hypnotique. Le leader, l'«hypnotiseur» – en général entourés d'affidés – est pour sa part un «manipulateur», qui oriente sentiments et pensées dans le sens qu'il a déterminé.

Même si Freud semble parfois moins pessimiste que Le Bon (puisque'il concède que, sous certaines conditions, la foule «sous l'influence de la suggestion peut être capable de grands accès de renoncement, de désintéressement et de dévouement à un idéal»), il n'en reste pas moins que l'ensemble des considérations qui précèdent jettent un éclairage fort cru sur l'assise idéologique de la perception contemporaine – intuitive et largement répandue – de la foule. Pour résumer: existerait, d'une part, une sorte de répugnance pour les foules en tant qu'êtres dénués d'intelligence et hypnotisés par une religion, laïque ou non, «prêchée» par des leaders charismatiques. Cette perception ordinaire se doublerait, d'autre part, d'une peur diffuse liée à la puissance de la foule, potentiellement violente, d'autant qu'en son sein s'effaceraient les censures psychologiques et qu'un sentiment d'impunité favoriseraient l'expression des mauvais instincts.

Le tableau ainsi dressé est d'ordre général, il peut connaître des déclinaisons variables selon les groupes sociaux. Le sociologue Vincent Rubio, sur base de ses travaux, atteste néanmoins de leur réalité en qualifiant «La «Psychologie des foules», de Gustave le Bon» de «savoir d'arrière-plan» contemporain.

1. Vincent Rubio, «Psychologie des foules, de Gustave le Bon. Un savoir d'arrière-plan», in *Sociétés*, N°100, 2008, pages 79 à 89. En ligne: [www.cairn.info/revue-societes-2008-2-page-79.htm](http://www.cairn.info/revue-societes-2008-2-page-79.htm)  
politiques, Cambourakis, 2018

2. Michel Laxenaire, «Croyance et psychologie des foules», in *Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe*, 2007, N°49, pages 9 à 24. En ligne: [www.cairn.info/revue-de-psychotherapie-psychanalytique-de-groupe-2007-2-page-9.htm](http://www.cairn.info/revue-de-psychotherapie-psychanalytique-de-groupe-2007-2-page-9.htm)

« Il est très difficile d'aborder frontalement la question de la violence comme arme politique. Les mensonges répétés du ministre français de l'Intérieur, "sidéré" par les accusations de violences policières commises lors de manifestations de Gilets jaunes, en sont à leur façon une autre illustration. »

### LES NOUVELLES PRATIQUES MILITANTES, TRANSFORMATION DES EFFETS DE LA VIOLENCE

De toute évidence, le mouvement des Gilets jaunes n'a rien de « religieux » : pas de promesse d'un quelconque paradis, pas de leaders charismatiques, pas d'aveuglement hypnotique mais au contraire un foisonnement de revendications, parfois contradictoires, mais toujours riches de libre arbitre. De même, la « violence » que l'on prête à ces nouvelles foules est protéiforme et relève de choix tactiques ou simplement contingents : les individus sont solidaires dans les coups durs, choisissent de participer ou non à une action particulière en fonction de leur conviction, se répartissent les tâches comme elles viennent selon leurs compétences. Bref, ils demeurent des personnes mues par leur libre arbitre. En d'autres termes, le mouvement (comme tant d'autres) échappe aux perceptions stéréotypées les plus répandues.

Il semble que cet événement déstabilise ceux qui, selon le mot de Max Weber, disposent et, pour le coup font un large usage, du « monopole de la violence légitime » : l'État et ses dispositifs répressifs. À la peur ordinaire s'est alors ajoutée une sorte de panique liée au caractère inédit des mouvements récents : le stigmate de l'être dénué d'intelligence pris dans un esclavage de pensée par quoi l'on déconsidère la foule des protestataires est proprement renversé : en inventant de nouvelles manières de résister, les dominés retournent contre les dominants ce qui, en les stigmatisant, permettait de les réprimer.

Et c'est cette inversion qui amplifie les effets politiques de la violence – dont l'examen attentif montre bien qu'en soi, elle ne dépasse en rien celle d'autres foules qui ont précédé. S'en suit ce que Juan Branco<sup>3</sup> appelle un « tremblement » : « cette violence, [cette crise] la provoque et elle a raison de la provoquer, parce qu'elle est essentielle. Aujourd'hui, la seule façon de provoquer un changement c'est de faire trembler ces gens. » Et ils tremblent.



Le Petit Journal, 11 juillet 1891.

Que le président Macron soit contraint de quitter précipitamment le Puy-en-Velay ou que Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement français, doive être évacué de ses bureaux dont la porte d'accès a été défoncée, que leurs corps soient mis en jeu et c'est tout leur pouvoir qui tremble. Dans le domaine économique, Irène Inchauspé, journaliste à l'Opinion (un « média quotidien, libéral, européen et pro-business »), raconte encore : « ils [les grands patrons] ont vraiment eu peur à un moment d'avoir leurs têtes sur des

piques, [...] ils avaient appelé le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, en lui disant "tu lâches tout" parce qu'ils se sentaient menacés physiquement. [...] Ils ont envoyé des textos, avec "alors maintenant tu lâches sur le SMIC, faut qu'on distribue des primes, tu lâches tout" »<sup>4</sup>.

Des députés de La République En Marche (le « parti » de M. Macron) ont saisi la justice au prétexte que, par ses propos, Juan Branco « armait les esprits ». On peut en rire, reste que ceci montre, s'il en était besoin, qu'il est très difficile d'aborder frontalement la question de la violence comme arme politique. Les mensonges répétés du ministre de l'Intérieur, « sidéré » par les accusations de violences policières commises lors de manifestations de Gilets Jaunes, en sont à leur façon une autre illustration.

Il n'empêche que ce qui advient permet d'éviter les deux pièges tendus par les stéréotypes construits par Le Bon et consorts : non, la violence n'est pas une essence (elle n'a pas une « nature propre et unique ») : elle s'exprime en fonction de conditions matérielles et, non, la foule protestataire n'est pas forcément d'ordre religieux : elle peut être contingente et ne présenter aucun des attributs de la croyance.

Il est alors possible de réexaminer à nouveaux frais les mouvements contemporains et de légitimement se demander s'ils ne s'inscrivent pas plutôt dignement dans le droit fil de l'article 35 de la Constitution française de 1793<sup>5</sup> : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

3. « Juan Branco désosse Macron », 21 décembre 2018. Vidéo à visionner sur : <https://la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/Juan-Branco-desosse-Macron>  
 4. « L'info du vrai », Canal+, 13 décembre 2018.  
 5. Dont il faut préciser qu'elle n'a pas force constitutionnelle en France, contrairement à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, qui proclame que « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. » Nous soulignons.



Photo : FGTB

JEAN-FRANÇOIS TAMELLINI

# « Tous les indicateurs sont au rouge »

Par leur action spontanée, leur auto-organisation, les Gilets jaunes ont en quelque sorte remis en cause l'action d'une grosse partie des organisations et institutions de gauche traditionnellement chargées de porter la contestation (syndicats, partis) ou la critique comme les mouvements d'éducation permanente. Jean-François Tamellini, Secrétaire fédéral de la FGTB nous indique comment le mouvement des Gilets jaunes interroge les formes d'action syndicale aujourd'hui, sur fond d'urgence sociale. Et au regard des violences en France explique comment le syndicat perçoit les violences politiques et débordements dans les mouvements sociaux.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

### **Qu'est-ce que les formes d'action utilisées par les Gilets jaunes (GJ), leur audace, leurs tactiques interrogent dans la stratégie portée par les syndicats ?**

Le mouvement des Gilets jaunes doit être l'occasion chez nous d'entamer une réflexion profonde sur la façon de construire notre résistance sociale, de consulter la base et de prendre des décisions. C'est en effet indispensable de réaliser une autocritique. Je suis régulièrement confronté à des affiliés, et même à des délégués, qui ne se reconnaissent plus dans l'organisation, et pour qui la façon dont on organise la résistance ne répond plus à leurs attentes en tant que militant-es convaincu-es. C'est pourquoi certains enfilent un gilet jaune, même s'ils gardent leur veste rouge et continuent d'adhérer au syndicat, son anticapitalisme, ses principes. Personne ne remet en cause le rôle ou l'utilité des syndicats : ils sont nécessaires et on doit les renforcer. Mais par contre, on doit porter une autocritique sérieuse et se réinventer sur la forme des actions. Elle est contestée par une partie de plus en plus grande de la base et elle est contestable. Les Gilets jaunes ne seraient pas Gilets jaunes et se retrouveraient dans nos organisations, j'en suis persuadé, si on avait d'autres formes d'action.

**Les manifestations des Gilets jaunes ne sont souvent pas déclarées. Lors des «actes», les GJ procèdent par la technique de cortèges multiples. Ils n'hésitent pas aller dans les lieux de pouvoir politique et économique, des zones qui n'étaient pas traditionnellement dédiées aux manifestations. Les manifestant-es s'écartent du parcours s'il est fixé ou sinon improvisent des parcours. La cadence est rapide et sans temps de pauses. Il n'y a pas de service d'ordre (à qui on reproche parfois d'être des auxiliaires de police)... Tous ces éléments impressionnent les observateurs et donnent une impression de détermination. Est-ce que ça crée des nouvelles manières – ou remet au goût du jour d'anciennes formes – d'occuper l'espace public, de se manifester, «d'en imposer» ?**

En fait, les Gilets jaunes utilisent des techniques employées dans le passé par les syndicats. Il n'y a encore pas si longtemps que ça, dans les années 60, durant la grande grève de 60 ou plus tard dans des actions plus ponctuelles d'entreprises. On en revient à des formes d'actions mises de côté progressivement, sans doute par une certaine institutionnalisation du syndicat.

Ces techniques reviennent maintenant à la faveur de leur mouvement et je pense que c'est une source d'inspiration pour beaucoup au sein de la FGTB. Mais je n'ai pas encore fait mon opinion définitive sur les éléments qui nous permettront de recréer une cohésion d'ensemble. Parce qu'on doit tenir compte de publics variés. La cadence rapide

du cortège, qui est une technique efficace, va par exemple être plus difficile à tenir par des pensionnés. Par contre, ces derniers peuvent réaliser sans trop de peine des actions comme le font « Le gang des vieux et vieilles en colère » qui ont fait un coup dans un Apple Store pour pointer du doigt les pratiques fiscales d'Apple. Je ne pense donc pas qu'il y ait une forme monolithique d'action qui puisse vraiment marcher pour tous. On doit jouer sur une panoplie d'actions à réfléchir ensemble en ciblant des points stratégiques en étant innovant sur la forme des choses. Mais je n'ai pas la formule idéale toute faite. C'est pourquoi, j'ai proposé de réaliser des assises avec des Gilets jaunes, avec Le gang des vieux/vieilles en colère, avec les différents syndicats – pas uniquement FGTB –, avec l'associatif, etc. pour discuter ensemble de cibles et des formes d'actions communes pour avancer ensemble et exprimer notre colère de manière efficace tout en conservant nos identités respectives.

**Les violences « manifestantes » et les violences policières qui répriment les manifestants sont des choses qui existaient évidemment bien avant les GJ. Qu'est-ce qui est nouveau selon vous actuellement ?**

Je pense qu'il faut d'abord différencier le phénomène français du phénomène belge. En France, il y a un vent de révolte qui s'organise avec des violences physiques qui sont vraiment costaudes avec des gens qui perdent un œil ou des mains, dans des conditions de quasi-guerre civile. Il faut rappeler que si on supprimait la première violence, c'est-à-dire la violence patronale d'un système qui vraiment nous met à genoux, il n'y aurait pas cette deuxième violence qui relève selon moi de la légitime défense.

En Belgique, on n'est heureusement pas dans le même schéma avec les Gilets jaunes. Si on rencontre la même violence côté patronale, les réponses ne sont pas de l'ordre de la légitime défense : on reste encore dans une forme de désobéissance civile. Notamment par rapport au fait de ne pas demander systématiquement l'autorisation pour des manifs. Les GJ nous montrent ainsi qu'on n'est pas forcément obligé de suivre ce schéma-là pour se faire entendre. Un bon slogan qui circule sur les réseaux sociaux dit : « On déclarera nos manifestations quand ils déclareront leurs revenus », je trouve cet état d'esprit intéressant.

**Est-ce que ça voudrait dire concrètement par exemple initier des actions non déclarées ?**

Une grève non déclarée, non, c'est impossible, car elle intervient en tant qu'arme ultime, et toujours à l'issue d'un processus de négociation durant lequel on a essayé d'explorer toutes les pistes possibles. Par contre, en ce qui concerne des



CC-BY-SA-4.0 Aeroceanaute

actions plus ciblées, effectivement, pourquoi continuer de prévenir celui qui nous attaque de l'endroit où on va riposter? Riposter de manière pacifique – j'utilise un langage guerrier, car c'est comme ça que ça se passe sur le terrain –, mais tout de même riposter pour les embêter sérieusement. C'est-à-dire faire mal à leur portefeuille. Or, en prévenant le grand patronat avant l'action, ils s'organisent pour orienter autrement la façon dont ils vont continuer à faire des profits et des dividendes. On doit continuer à défendre nos canaux usuels d'action comme la grève ou les manifestations. Mais à côté de ça il y a un troisième canal qui doit s'ouvrir : celui d'actions de désobéissance civile, de «guérilla», pour poursuivre sur la métaphore guerrière, dans le but de déstabiliser, pour faire mal là où ça fait vraiment mal. Et ce, à armes égales, sans laisser à nos ennemis un temps d'avance pour se préparer et pour neutraliser nos actions.

Certes, il faut des règles, mais j'ai pu observer lors d'une marche avec les GJ vers Mons que les manifestants sont sortis quatre fois du parcours théorique de la manif. D'abord, par souci de visibilité, pour être vu et entendu à certains endroits et ne pas se cantonner, comme cela se décide souvent au niveau syndical, à un trajet où personne ne va nous voir, dans de grandes avenues qui ne mènent nulle part. Ensuite, pour être cohérent avec leur propos et ne pas respecter ce qu'on leur imposait. Et enfin, pour poursuivre au mieux leur cible du jour : viser un média, la RTBF, pour être entendu par ce biais-là. Et que s'est-il passé? La police s'est adaptée aux changements de parcours des Gilets jaunes, car on n'est quand même pas dans le grand banditisme.

Les Gilets jaunes ouvrent donc deux voies qui peuvent inspirer au niveau syndical. D'une part, cette désobéissance civile. Et d'autre part, des formes d'actions qui consistent à réfléchir à des cibles stratégiques qui visent là où ça fait mal, dans les poches de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir politique et économique c'est-à-dire de multinationales comme Total ou Google. Ce sont elles qu'on doit faire changer pour inverser les inégalités. Cette forme d'action est non seulement ciblée, mais en plus elle s'inscrit dans le temps, pas un one shot, pour maintenir la pression, même si leurs moyens pour y parvenir sont à renforcer. C'est pour ça qu'on doit travailler sur la convergence. C'est en tout cas une voie intéressante pour les syndicats si on ne veut pas continuer à se scléroser. On est vraiment à un moment où on doit sortir de notre zone de confort c'est-à-dire où on doit réinventer les voies d'expression de notre colère.

**Vous pensez à la manifestation « nord-sud », faire masse, faire du nombre, mais où chacun rentre chez soi le soir, ce qui laisse parfois l'impression que ça n'a rien changé?**

Je pense que la journée de manif nord-sud pour montrer qu'on est là et exprimer à un moment donné une colère, mais sans fixer de perspective derrière est une voie qui ne fonctionne plus. D'ailleurs nos militants, nos affiliés de base, nous répètent sans cesse qu'ils ne veulent plus de « balades » nord-sud, plus de one shot, car ce n'est pas efficace : les grandes entre-

prises s'organisent facilement pour contrer une grève d'une journée, en stockant la veille, pour travailler sur d'autres sites de production. Nos affiliés veulent voir des résultats c'est-à-dire voir qu'on fait mal à ceux qui nous font mal. L'efficacité est un des éléments que les Gilets jaunes nous rappellent en disant : il faut maintenir la pression tant qu'on n'est pas entendu.

**Mettre plus de pression sur les cibles précises, est-ce que ça passe par des moyens qui ont recours à la force, à des moyens plus « durs » que ceux qu'on connaît aujourd'hui?**

Est-ce qu'on doit organiser des formes plus violentes? Non. De désobéissance civile? À titre personnel, j'y suis favorable, parce qu'on doit s'adapter à ce à quoi nous sommes confrontés. Et malheureusement les voies habituelles et bien balisées sont devenues trop étriquées que pour se faire entendre correctement.

Par exemple, est-ce qu'on doit respecter la zone neutre? J'en suis de moins en moins convaincu. Empiéter dessus comme l'ont fait des militants pour le climat me paraît légitime. Car c'est dans la rue de la Loi que ça se passe. Ce pourrait être un premier pas pour pouvoir se faire entendre juste devant les murs de là où les décisions se discutent. Par expérience, je sais que quand les négociateurs entendent les cris derrière les portes, quand ils savent qu'il y a des comptes à rendre tout de suite, ça change le rapport de force.

En revanche, je n'encouragerais jamais des formes de violences physiques. Et tous les cas desquels j'ai pu être témoin n'étaient qu'une réponse à une première violence, qu'elle soit policière ou patronale. Quand on en arrive à des situations où des gens sont traités comme des animaux alors après, oui, effectivement, il y a parfois une réaction instinctive. Je n'encourage pas ça, mais je constate que c'est malheureusement les conditions dans lesquelles on met les gens qui mènent à de telles réactions.

**On a souvent l'impression qu'il est difficile de faire plier un gouvernement qui fait la sourde oreille sans aller au-delà des manifestations pacifiques. Surtout si on se réfère aux nombreuses conquêtes sociales dans l'histoire qui ont été émaillées de violences politiques et sans doute au moins en partie obtenues grâce à elles. Les violences politiques sont-elles nécessaires dans les conflits sociaux?**

Dans les grands combats menés par le passé – et qui commencent d'ailleurs à dater – ce qui a pu être déterminant, ce n'est pas l'usage de violence en tant que telle, mais c'est le fait que



les syndicats se soient fait dépasser par leur base. Quand il y a eu des pavés arrachés, quand il y a eu des camions retournés, ce ne sont pas les syndicats qui ont donné le mot d'ordre, mais les syndicats qui se sont fait dépasser par leur base.

Or, aujourd'hui, ceux qui se croient intouchables dans leur tour de verre, du côté patronal ou au gouvernement, à force de nous placer dans la situation où on ne peut rien négocier, nous amène justement vers le moment où on va se faire dépasser par notre base. Les gouvernants et les grands chefs d'entreprises ne se rendent pas compte qu'ils sont en train de créer eux-mêmes les conditions d'un débordement du syndicat qui fait qu'il y aura à un moment donné de la violence, comme on l'a vécu dans le passé. On n'y est pas encore, mais tous les thermomètres sont au rouge. Des dégradations et de la violence physique risquent effectivement d'arriver par la faute patronale, par la faute de ceux qui empêchent la vraie concertation sociale devenue une concertation de façade.

Alors il y a deux écoles, la concertation, soit c'est un tampon qui empêche de faire une révolution, soit c'est un élément qui permet de progressivement mieux redistribuer les richesses. C'est cette dernière voie que j'ai choisi de suivre et à laquelle je continue de croire même si je constate que dans le cadre actuel, on nous empêche de mener une redistribution de manière équitable des richesses. On se dirige donc vers une voie sans issue, vers un débordement par notre base qu'on ne maîtrisera plus et qui amènera ce qu'il amènera. Je ne le souhaite pas, mais les indicateurs, je le répète, sont tous au rouge...

**En Belgique, les violences policières vis-à-vis des manifestant-es sont loin d'atteindre le niveau hallucinant qu'on observe en France. Néanmoins, on a assisté à des choses interpellantes comme l'arrestation préventive de près de 500 personnes le 8 décembre 2018 à Bruxelles ou la mise en garde-à-vue dans des écuries de centaines de ces Gilets jaunes. Est-ce que ça reflète plus globalement une répression policière et judiciaire plus forte ces dernières années ?**

Aujourd'hui [le 9 octobre 2018 NDLR], on parlait de l'enquête du comité P au sujet de ce qui est pour moi un meurtre, celui de la petite Mawda. Je ne stigmatise pas les policiers, je stigmatise ceux qui donnent les ordres tout en haut et donc le Ministère de l'Intérieur, Jan Jambon et compagnie, qui ont décomplexé le fait de tirer sur des gens et ont créé un état d'esprit au sein de la police où on peut se sentir autorisé à tirer sur des gens qui ne sont pas armés. Je fais ce parallèle, car je pense que c'est un phénomène global, pas seulement à l'égard des mouvements sociaux. Le gouvernement actuel a mené une diabolisation des syndicats, et singulièrement du nôtre en affirmant partout que les syndicats étaient nuisibles et qu'il fallait durcir le ton face à eux. Ces idées commencent à percoler dans l'opinion publique. On commence à accepter des

déploiements policiers plus durs, certaines provocations policières à l'égard des manifestants comme celles que le fameux commissaire Vandermissen a pu faire. Une sorte d'esprit d'impunité se met en place. Francken peut twitter des horreurs sans qu'on ne lui dise rien. Et pour les forces de l'ordre, tabasser du syndicaliste ou du migrant, ce n'est pas bien grave, on peut y aller. On fait abstraction des droits humains. Ce n'est pas un problème non plus d'arrêter les manifestants de manière préventive, de les traiter de manière dure et costaute alors qu'ils n'étaient pas violents.

Cela ne concerne pas uniquement les Gilets jaunes. Quand on a manifesté contre le CETA et le TAFTA, les gens se sont faits colsonner et bien pousser, y compris des jeunes filles, des personnes âgées, des mères. Moi je trouve que c'est scandaleux de traiter des gens comme ça. Mais ça date d'il y a quelques années déjà : il y a une montée en puissance d'un état d'esprit qui est de dire : si c'est sur des gens qu'on peut stigmatiser, allez-y, ne vous inquiétez pas, on va vous couvrir. On se trouve dans une situation où les forces de l'ordre sont incitées à bien montrer leurs boucliers et qu'ils sont là pour qu'on respecte le gouvernement en place.

**Vous avez des relais dans la police. Est-ce que c'est des réflexions qui parcourent les travailleurs et travailleuses de la police ?**

Clairement, moi je ne mets en difficulté personne, mais on est informé effectivement de l'intérieur, par nos affiliés, de situations qui ne sont pas acceptables au sein même des forces de l'ordre. La majorité font évidemment leur boulot correctement, mais il y a des consignes et surtout la diffusion d'un état d'esprit visant à légitimer certains comportements qui ne sont pas acceptables et qui sont dénoncés même au sein des forces de l'ordre sur le mode du : « Allez-y s'il faut frapper des manifestants, ne vous inquiétez pas parce qu'on arrivera bien à retomber sur nos pattes en disant que c'est les manifestants qui débordaient ».

**Et les centaines de Gilets jaunes qui ont été gardés à vue dans les écuries, ce sont des situations humiliantes ?**

Oui, je pense que c'est le nœud du problème : humilier les gens et leur faire passer le message « ne revenez pas, on a vos noms ». C'est une forme d'intimidation qui n'est pas acceptable.

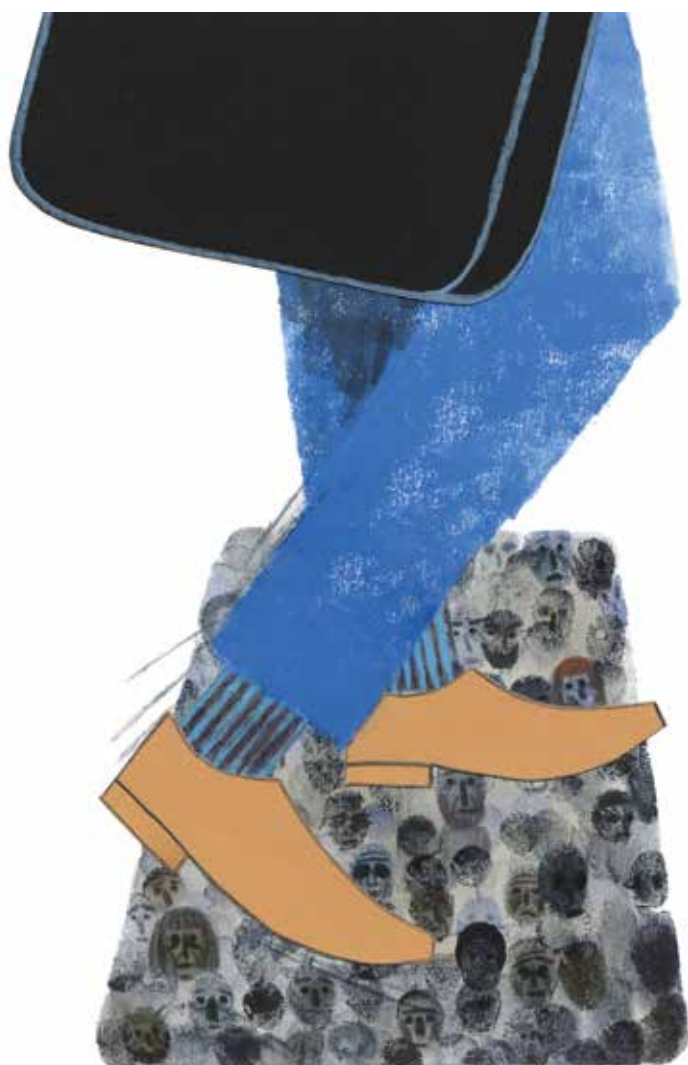
**Les choses semblent aller dans un sens toujours plus ultra sécuritaire...**

Encore une fois, la France, c'est la France, la Belgique c'est la Belgique et pour l'instant, on en est ici juste aux prémices. On dit toujours que les policiers belges sont plus habitués à de gros mouvements sociaux, ce qui explique qu'ils les gèrent jusqu'à présent sans utiliser de flashballs ou de tasers. Mais si ça continue, si on a un deuxième gouvernement comme celui qu'on a eu, on peut vite arriver à un durcissement sécuritaire.



# Violence et non-violence : de quoi parle-t-on ?

PAR OLIVIER STARQUIT



Le mouvement des Gilets jaunes en cours depuis le mois de novembre en France a refait surgir la question de la violence dans les mouvements sociaux, notamment parce que certaines vitrines ont été détruites, l'Arc de Triomphe détérioré par un tag et en raison des affrontements avec la police. Cette résurgence de faits violents permet, c'est désormais devenu un classique, aux commentateurs indignés de disqualifier le mouvement sans devoir prêter attention aux revendications posées.

**I**l serait pourtant opportun de s'interroger sur certains points: le mouvement des Gilets jaunes résulte de la paupérisation constante de la population et du déclassement de celles et ceux qui se reconnaissent dans ce faux concept qu'est la classe moyenne. Il recourt notamment à la violence parce que les gouvernements en présence n'ont eu de cesse de saper la pertinence et la crédibilité des corps intermédiaires supposés agir en tant que tampon. Ce faisant, ils ont ouvert un boulevard à un fleuve qu'aucune berge ne venait contenir: voilà ce qui peut arriver quand on estime n'avoir plus rien à perdre et, de surcroît, ne plus se sentir représenté.

Et soulignons que la violence dont il est fréquemment question concernant le mouvement des Gilets jaunes depuis novembre 2018 touche essentiellement les Gilets jaunes eux-mêmes: la stratégie répressive mise en place par Emmanuel Macron fait énormément de blessés aux visages tuméfiés, aux yeux détruits ou aux mains arrachées.

## VIOLENCE: DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le terme générique de violence est assez vaste et flou: lorsque l'on débat à son sujet, ne devrions-nous pas constamment veiller à définir et circonscrire ce dont nous parlons? Ainsi, le fait de bloquer une route est-il vraiment violent? Notre tolérance à la violence n'aurait-elle pas diminué au fil des ans? Pour George Sorel, un syndicaliste anarchiste du début du 20<sup>e</sup> siècle, « *la violence est un acte de révolte face à la force, acte d'autorité. Le pouvoir use de la force pour se maintenir lorsque les autres moyens ne suffisent pas ou ne peuvent être mis en œuvre. Ces autres moyens, je les ai nommés: l'accession à la bourgeoisie pour tous, le mythe de la consommation éternellement croissante, le bonheur dans le prêt. Une paix sociale que les actionnaires et les fonds de pensions ne veulent plus payer.* »<sup>1</sup>

François Cusset analyse quant à lui plus en profondeur ce concept de violence dans *Le Déchainement du monde*<sup>2</sup> loin des connotations morales qui lui ont été affublées. Ainsi, il conviendrait d'ajouter

chaque fois un adjectif qualificatif au substantif: si l'on parle par exemple de violence *sociale*, force est de constater qu'elle n'a jamais été aussi présente. Ainsi des travailleurs se suicident quotidiennement ou souffrent au travail.

Pour Cusset, la violence n'a pas disparu, elle serait même omniprésente sous la forme d'un redéploiement plus pernicieux, symbolique et réel, symbolique et donc réel. Ainsi, en plus de la violence institutionnelle quotidienne (le respect des codes lors d'un dîner en ville par exemple) et de la violence symbolique imposée par le rapport de forces patronal, la violence prend des formes plus subtiles. Elle se déploie notamment en tant qu'avatar de la violence systémique du néolibéralisme: contagion sociale du stress, règne permanent et constant de l'évaluation, introduction de la logique exclusivement comptable.

Mais, le terme de « violence » est trompeur comme le souligne Ivan du Roy: « *Il évoque le déclenchement d'un coup: une violence vient soudain briser le temps ordinaire. Or, la violence systémique du capitalisme néolibéral est à ce point présente dans les normes et les lois, les inconscients ou les courtoisies de façade, qu'elle en devient ordinaire, structurelle: le stress, la dépression, la haine de soi, la rivalité, la tension sociale, la pollution et la destruction de la vie.* »<sup>3</sup> Ces formes de violence ne laissent ni sang ni trace mais elles impriment quotidiennement leur sillon comme la pluie provoque l'érosion. Cette violence insidieuse entraîne indubitablement une forme de contre-violence: le harcèlement moral au travail, la « mise au placard », le plafond de verre, l'inégalité des rémunérations entre hommes et femmes pour un travail égal, la flexibilité, l'exigence de rendement maximal, et autres... sont autant de facteurs de stress et de mal être qui pèsent sur les travailleurs et les travailleuses. Cette violence parfois diffuse, sans nom ou sans visage: comment s'en préserver? Comment y réagir selon les principes de la légitime défense ou de la réponse proportionnée?

D'une manière plus générale, la globalisation, la crise économique, les systèmes économiques et de productions orien-

tés vers la maximisation des profits au mépris de celui ou celle qui concourt à les réaliser, sont autant de zones d'incertitudes, de sources de violences et de pression sur le travailleur ou la travailleuse.

## VIOLENCE POLITIQUES, NON-VIOLENCE ET CONFLITS SOCIAUX

Indépendamment de cela, Franck Lepage souligne de manière fleurie que « *s'il n'y avait que des Gilets jaunes sur des ronds-points, le pouvoir les laisserait se peeler le cul indéfiniment* »<sup>4</sup> et se demande de quelle manière les « actes » et échauffourées sur les Champs-Élysées participent au mouvement et ont pu le renforcer.

Par ailleurs, Lepage pointe également le fait qu'il ne dispose d'aucun exemple de droits sociaux conquis sans violence. Il semble peu probable en effet qu'un beau matin, le patron de la FEB se lève et se dise: « Tiens, aujourd'hui, je vais octroyer une hausse des salaires de 10% ».

Dans son livre *Comment la non-violence protège l'État*<sup>5</sup>, Peter Gelderloos, activiste anarchiste états-unien pose justement la question de savoir si la non-violence ne rendait pas les mouvements sociaux inefficaces. Sa réflexion plonge ses racines dans l'histoire de la lutte des classes américaine. Il se réfère volontiers aux IWW (*International Workers of the World*), au combat des Amérindiens pour leurs droits, et aussi aux luttes des afro-américains pour leur émancipation. Tout comme d'autres auteurs déjà cités, il considère en effet que pour changer un système basé sur la coercition et la violence (une référence à la définition de l'État par Max Weber comme étant le détenteur du monopole de la violence légitime), si le mouvement qui s'y oppose ne représente pas une menace, rien ne changera et les appels à la conscience seront tout aussi inefficaces. Puisque la seule préoccupation de l'État est d'assurer sa survie, la seule influence possible revient à menacer son existence selon Gelderloos.

Sans plaider ouvertement en faveur de la violence, Peter Gelderloos dénonce l'intolérance de la non-violence et préconise et revendique une diversité des degrés de

violence face à l'adversaire : ainsi comme dans les Altersummit, les participant-es à une action pourraient choisir délibérément jusqu'où ils sont prêts à aller.

## AUTODÉFENSE CONTRE LES VIOLENCES SYSTÉMIQUES

De manière polémique, Peter Gelderloos dénonce assez vigoureusement la posture intolérante de la non-violence : celle-ci serait inefficace, raciste et patriarcale. Développons. Elle est tout d'abord une posture de privilégié : il est assez aisé d'être pacifiste quand on n'est pas confronté quotidiennement à la violence institutionnelle et symbolique de l'État et de ses représentants. Ensuite, elle assure le monopole de la violence à l'État et elle aide ce dernier en lui permettant de donner l'impression qu'il admet une critique (surtout si cette dernière est inoffensive). Pour Gelderloos, « *les principaux types de stratégies non violentes sont autant d'impasses sur le long terme : les stratégies moralistes ne comprennent pas la façon dont l'État exerce son contrôle, l'approche lobbyiste gaspille des ressources en essayant de faire pression sur un gouvernement afin que ce dernier agisse contre ses propres intérêts. Les stratégies centrées sur la construction d'alternatives ignorent la capacité de l'État à réprimer les projets radicaux et le talent du capitalisme à absorber et à corrompre les sociétés autonomes. Les stratégies de désobéissance généralisée ouvrent la voie vers la révolution mais privent le mouvement populaire des tactiques nécessaires pour obtenir le contrôle de l'économie, redistribuer les richesses et détruire l'appareil de répression étatique.* »<sup>6</sup>

En forçant continuellement les activistes à rejeter toute forme de violence, les représentants de l'État contraignent ces derniers à s'efforcer d'avoir l'air innocents et à ne plus parler de ce qui est en jeu. Ceci rappelle d'ailleurs la ritournelle obligatoire des médias dominants incitant chaque fois les ténors syndicaux à condamner la violence.

Et, évidemment, à partir du moment où on établit « *les stratégies politiques radicales selon la préférence de l'opinion publique, les méthodes les plus modérées finissent par ressembler à la société qu'on cherche justement à transformer* » suivant les mots de Mark Bray<sup>7</sup>.

« **Lepage pointe également le fait qu'il ne dispose d'aucun exemple de droits sociaux conquis sans violence. Il semble peu probable en effet qu'un beau matin, le patron de la FEB se lève et se dise : "Tiens, aujourd'hui, je vais octroyer une hausse des salaires de 10 %".** »

Pour Peter Gelderloos, les grandes avancées non violentes (mais qu'entendre aussi par non-violence, ce concept n'est-il pas aussi flou que celui de violence?), souvent présentées sous la houlette du Mahatma Gandhi ou de Martin Luther King, n'ont pu être engrangées que parce que des mouvements plus violents menaçaient à la lisière. Une posture somme toute rendue possible par l'aiguillon exercé par d'autres attitudes plus virulentes.

C'est pourquoi nous devrions « *travailler à accroître la radicalité militante, enseigner par l'exemple et augmenter le niveau de radicalité acceptable (au moins chez les franges de la population qui sont susceptibles de nous soutenir)* »<sup>8</sup> face à un État qui, trop soucieux de prévenir les risques inhérents à la souveraineté populaire, n'a eu de cesse d'en limiter la portée.

Tout comme François Cusset, Francis Dupuis-Déri ou encore James C. Scott et Elsa Dorlin<sup>9</sup>, Peter Gelderloos fait partie de ces auteurs qui s'inscrivent dans cette actualité littéraire invitant à réhabiliter une autodéfense politique sur le mode de l'énergique et de l'implacable. Et, en effet, face à un système capitalisme acculé dans ses derniers retranchements et qui, comme la séquence française semble l'indiquer, ne reculera devant rien en terme d'oppression (rappelons que c'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte), il semble à tout le moins judicieux de montrer les capacités d'autodéfense des dominé-es et d'ouvrir ainsi ce débat, angle mort de la réflexion à gauche.

1. Cité par Vincent Engel dans « Force ou violence », *Le Soir*, 1 décembre 2018, <https://plus.lesoir.be/193070/article/2018-12-01/force-ou-violence>

2. François Cusset, *Le déchaînement du monde, logique nouvelles de la violence*, La Découverte, 2018

3. Ivan du Roy, « Comparer des voitures brûlées avec les ravages du néolibéralisme depuis 40 ans est absurde ». 11 février 2019, [www.bastamag.net/Violences-Comparer-des-voitures-brulees-avec-les-ravages-du-neoliberalisme?](http://www.bastamag.net/Violences-Comparer-des-voitures-brulees-avec-les-ravages-du-neoliberalisme?)

4. « Le gilet jaune est le symbole d'une conscience de classe qui est en train de renaître », entretien de Kevin Amara, avec Franck Lepage, mis en ligne le 26/12/2018, <https://comptoir.org/2018/12/26/franck-lepage-le-gilet-jaune-est-le-symbole-dune-conscience-de-classe-qui-est-en-train-de-renaitre/>

5. Peter Gelderloos, *Comment la non-violence protège l'État, essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, Éditions Libre, 2018

6. *Op.cit.*, p.157. Par « stratégie moraliste », l'auteur désigne la posture adoptée par les pacifistes selon laquelle ils ont des valeurs morales supérieures à celles de leurs adversaires ; la « stratégie lobbyiste » est celle qui essaie d'influencer le processus décisionnel par le plaidoyer.

7. Mark Bray, *L'antifascisme, son passé, son présent, son avenir*, Lux, 2018, p.274

8. Peter Gelderloos, *op. cit.*, p. 204

9. Elsa Dorlin, *Se défendre, Une philosophie de la violence*, Zones, 2017

MATHIEU BEYS

# « On veut décourager les gens d'exercer leur droit de manifester »

Juriste, Mathieu Beys est membre de la Ligue des droits humains (LDH) et auteur de « Quels droits face à la police », un manuel pratique et juridique qui rappelle les pouvoirs de la police et donnent conseils et réactions adaptées quand on est confronté à elle, notamment dans le cadre d'une action militante. Il nous explique ici quelques évolutions récentes en matière judiciaire ou policière qui rendent possible ou expliquent les durcissements sécuritaires et la criminalisation de plus en plus constatés à l'égard du mouvement social.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIEN BERTHIER

sur le phénomène global et encore moins sur le nombre de plaintes subies par des activistes, des militants, des délégués syndicaux dans le cadre de l'exercice de leur droit de manifester ou de protester. Donc, on ne sait pas objectivement s'il y en a plus ou moins qu'avant.

## **Sur quoi peut-on se baser dès lors pour établir une certaine montée en tension ressentie par beaucoup de militant-es ?**

Sur le climat, sur certaines situations emblématiques qui peuvent laisser penser qu'il y a une recrudescence de la violence policière et de la répression des libertés publiques, singulièrement du droit de manifester, et en particulier du droit de grève.

## **Est-ce qu'on observe une amplification des violences policières en Belgique? Singulièrement dans la répression du mouvement social, contre les grévistes, en manifestation ou pour des faits à caractère politique ?**

Il faut répondre de manière nuancée. En effet, le grand problème qu'on a, et qui est d'ailleurs dénoncé par des ONG et des organisations internationales de défense des droits humains, c'est qu'on ne dispose pas en Belgique d'instruments fiables de mesures du phénomène de la violence policière. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de données fiables et/ou rendues publiques sur, par exemple le nombre de personnes qui décèdent ou sont grièvement blessées entre les mains de la police, que ce soit au cours de mouvements sociaux, d'actions collectives ou bien dans la vie de tous les jours. Et on n'a nulle part un aperçu global et centralisé de toutes les plaintes qui représentent la violence policière dans ce pays. On n'a pas d'indicateurs

Dans la politique menée par le (tout juste défunt) gouvernement fédéral, il y a eu très clairement une forme de switch ou en tout cas d'abandon d'une politique de tolérance face à certaines manifestations. Ça s'est vu notamment à Anvers d'abord lors de la manifestation des forains en mars 2014 qui a été extrêmement réprimée par la police d'Anvers. Bart De Wever avait même évoqué le fait de faire appel à l'armée ! Cette même détermination a été utilisée par la suite pour essayer de briser une grève menée notamment par les dockers à Anvers. Un responsable syndical a ainsi écopé d'une condamnation pénale pour une action de grève qualifiée d'« entrave méchante à la circulation » pour avoir maintenu un barrage bloquant un zoning.

Un autre élément, c'est la loi anti-squat qui est un recul vraiment grave pour tous les militants du droit au logement : elle permet de criminaliser des personnes uniquement parce qu'elles occupent un bâtiment sans l'accord du propriétaire. Ce qui donc du même coup facilite l'intervention de la police qui auparavant ne pouvait se faire qu'après un débat contradictoire devant un juge de paix.

Ça se manifeste également par le fait que de plus en plus de personnes reçoivent des sanctions administratives communales (SAC) lorsqu'elles se regroupent ou manifestent sans autorisation préalable.

Notons à cet égard qu'un ensemble de mesures liberticides comme les SAC se basent sur des textes ou des principes qui existaient bien avant ce gouvernement-ci. Et il ne faudrait pas toujours se réfugier sur les « méchants répressifs du fédéral » quand beaucoup en la matière se décide au niveau communal. Ainsi, cet instrument de répression extrêmement retors que sont les SAC n'est malheureusement pas utilisé que dans des communes gouvernées par des ennemis des droits fondamentaux... Les défenseurs des droits humains doivent être vigilants avec les nouvelles majorités locales étiquetées progressistes qui se sont mises en place, pour voir si les choses vont véritablement bouger à ce niveau-là. Car c'est la commune qui a l'entière maîtrise de son règlement de police communale et qui est pleinement maîtresse pour décider combien de jours à l'avance et si oui ou non, on doit demander une autorisation pour une manifestation, etc.

### **Pourquoi dites-vous que les SAC sont un mécanisme « extrêmement retors » ?**

Parce qu'elles permettent sur base de constat de la police, c'est-à-dire à un fonctionnaire et non pas à un juge, de sanctionner des personnes pour certains faits, avec un concept extrêmement vague dit de « overlast », (les nuisances). Concrètement, on peut donner des amendes à des gens parce qu'ils ont manifesté sans autorisation préalable ! Les montants peuvent aller jusqu'à 350 euros. La personne pourra certes contester, mais elle va réfléchir à deux fois la fois suivante pour se mobiliser par rapport à un fait d'actualité brûlante, pour lequel de toute façon on n'a pas le temps de demander l'autorisation, par exemple en réaction à l'élection de Bolsonaro au Brésil ou pour faire écho à une grève de la faim de prisonniers kurdes.



La Cour européenne des droits de l'homme appelle cela le « chilling effect » c'est-à-dire l'effet d'intimidation. C'est cette idée qu'on peut amener des gens à renoncer à exercer un droit fondamental, la liberté de manifester, avec une amende. Et c'est évidemment comme ça qu'on rend un droit fondamental, le droit à la liberté d'expression, le droit de manifester ses opinions, complètement illusoire. On porte atteinte à la démocratie. Car une démocratie sans débat (et sans débat qui peut être relativement spontané) est une démocratie névrosée.

### **Est-ce qu'une manifestation doit toujours être autorisée ?**

Notre Constitution dit qu'on a le droit de s'assembler librement et pacifiquement et qu'on ne peut pas soumettre le droit de réunion à une mesure préventive sauf quand il a lieu en plein air comme c'est le cas d'une manifestation. Pour toute réunion qui a lieu en plein air, même sur un terrain privé, la commune peut donc exiger une autorisation (et le fait systématiquement dans les faits). Si on prévoit une marche avec 200.000 personnes, on peut se dire que c'est pas mal de prévoir de bloquer certaines rues, etc., que c'est du bon sens que la commune soit au courant.

Le problème avec l'autorisation, c'est que c'est un instrument qui peut potentiellement être détourné si la commune refuse qu'ait lieu une manifestation pour des raisons d'apparence pratique et neutre masquant des choix plus politiques. Cela pourrait constituer une forme de censure parce qu'on empêcherait à priori des personnes de s'exprimer sur un certain sujet.

Il est évident que la commune, la police, la justice, a le droit de sanctionner, d'arrêter, de condamner des personnes qui commettent des délits dans le cadre d'une manifestation (vitrines ou mobilier urbain cassés, agressions physiques etc). Mais le fait de ne pas tolérer une manifestation simplement parce qu'elle n'a pas d'autorisation, c'est liberticide. Il y a donc une obligation de tolérance à une manifestation qui n'aurait pas été autorisée explicitement, tant que la manifestation reste pacifique. Et le fait que quelques énergumènes soient

violents ne rend pas l'ensemble de la manifestation hostile et donc ne permet pas, en principe, d'agir contre l'ensemble des manifestants. C'est une jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui n'est actuellement pas respectée et qu'il faudrait donc rappeler aux communes concernées.

### **Y a-t-il des signes qui montrent que les choses se durcissent en matière de répression policière des manifestations ?**

On peut poser un constat objectif de durcissement par le nombre de personnes croissant qui sont arrêtées lors de ce type de manifestation. Lors de la manifestation des Gilets jaunes mais aussi, le 15 mai 2014, lors de la tentative d'encerclement du European Brussels Summit au Palais d'Egmont où se négociait le TTIP. Il se fait que 281 personnes ont été arrêtées ce jour-là, dont des passants qui avaient été pris dans le tas. C'est une atteinte assez grave aux droits de manifester parce que les personnes qui ont été arrêtées ce jour-là, à quelques exceptions près sans doute, n'étaient absolument pas en train de commettre des dégradations ou des délits. Elles étaient juste présentes pour manifester leur désaccord avec ces négociations secrètes autour du TTIP.

Cela s'explique en fait pas tant par des décisions qui seraient prises en haut lieu mais par un effet pervers induit par de nouvelles infrastructures policières. En effet, pour «faire face» à ce type de manifestation, la police a augmenté la capacité de ses cellules et dispose à présent d'un CRPA (Centre des personnes arrêtées) dans les anciennes casernes de la gendarmerie à Etterbeek [Il s'agit des écuries de la police fédérale qu'on a vue dans les vidéos diffusées par des Gilets jaunes qui y étaient retenus le 8 décembre 2018 NDLR], avec un staff de policiers de permanence et toute une infrastructure prévue pour accueillir plusieurs centaines de personnes arrêtées en même temps.

### **C'est donc un endroit prévu pour des gardes à vue de masse ?**

Tout à fait, c'est prévu et ce n'est activé que pour certains «événements» (matches de foot «à risque», certaines manif). Avant, les personnes arrêtées étaient gardées dans les commissariats traditionnels avec une capacité limitée. Par la force des choses, les policiers étaient beaucoup plus sélectifs dans leur choix d'arrêter et se concentraient par exemple sur des personnes qui avaient effectivement commis des infractions. Les capacités élargies du CRPA amènent les policiers sur le terrain à, dans le doute, embarquer un plus grand nombre de personnes. La question «est-ce qu'on a vraiment une bonne raison d'arrêter cette personne?» devient de plus en plus secondaire, on va arrêter peut-être plus «à la louche». C'est probablement ce qui a pu se passer avec les Gilets jaunes dernièrement. On a une logique qui est extrêmement perverse. On veut décourager les gens d'exercer un droit fondamental qui est celui de manifester en les arrêtant de manière quasi systématique quand il n'y a pas d'autorisation.

Mathieu Beys, *Quels droits face à la police?* Couleur livres, 2014



### **La police reçoit-elle des consignes plus strictes, visant à plus de dureté dans les contacts avec les manifestants ou les militants politiques ?**

En théorie, il pourrait y avoir des décisions ministérielles, mais c'est rare. Généralement, ce sont les communes qui décident du degré de l'intensité de la réponse policière. C'est-à-dire par exemple du seuil de tolérance face à une manifestation non autorisée, ou une action syndicale qui bloquerait certains axes de circulation.

Ce qui me frappe surtout dernièrement, c'est qu'auparavant, on avait l'impression que toutes les actions qui étaient organisées par les grands syndicats, par les mouvements pacifistes, par les grandes associations dépendant des piliers historiques de la société belge, étaient en principe toujours tolérées. Ainsi, lors d'actions syndicales, la justice pouvait considérer qu'il s'agissait d'une affaire qui devait se régler entre employeurs et travailleurs, dans le cadre de la concertation, et que l'intervention de la justice ne pouvait avoir pour effet que de mettre de l'huile sur le feu. C'est une doctrine tout à fait officieuse, qui n'a jamais été exprimée nulle part, mais qui pouvait faire que dans une série d'actions, la justice et la police ne s'en mêlaient pas.

Or, on a l'impression qu'il y a un changement à cet égard: la justice recommence à se mêler d'actions qui auparavant restaient hors du champ judiciaire. L'affaire à Anvers, constitue un signe d'un mouvement plus global à venir qui résulte d'une offensive néolibérale globale, d'un antisindicalisme primaire et d'un discours antigreve extrêmement généralisé qui s'expriment dans l'immense majorité des médias, auxquels personne n'est imperméable, et auxquels, je pense, une majorité de la magistrature est acquise.

### **Ce qui est généralement mis en avant comme justification pour augmenter la démonstration de force policière, c'est l'idée que les manifestant-es d'aujourd'hui seraient plus violents que ceux d'hier. Est-ce le cas ?**

Difficile à dire en l'absence d'indicateurs fiables. Ce qui a changé en tout cas, c'est la forme du déploiement policier dans le cadre de la doctrine dite de «gestion négociée de l'espace public» (termes qui remplacent ceux de «maintien de l'ordre» qui semblent être devenus des gros mots, à connotation trop autoritaire dans les sphères policières !). En effet, la police établit et maintient avec les organisateurs un dialogue permanent avant et pendant la manif: savoir si les personnes ont le droit de manifester, à quel endroit, à quel moment, si la police va intervenir ou non pour canaliser, etc. Et en tout cas de ne pas commencer par sortir de manière visible les paniers à salade, les autopompes, les boucliers, matraques, etc. Tout cela était laissé en retrait pour ne pas exciter les manifestant-es, parce qu'il est évident que ça a une influence. Il était donc implicitement convenu, au cours des années 2000 et début

2010, que la police ne se montre pas, ou en tout cas ne se montre pas en force. Mais aujourd'hui, on constate qu'on a parfois tout de suite des « robocops » qui se mettent en place face aux manifestants.

### **Est-ce qu'on verra le flashball utilisé en Belgique à l'avenir comme il l'est en France ?**

Même si on n'est absolument pas dans une situation à la française où les policiers ont carte blanche pour utiliser des flashballs de manière industrielle et extrêmement meurtrière, il y a un fait qui m'a particulièrement marqué. En novembre 2017, la police a utilisé des flashballs pour évacuer les membres du collectif « La voix des sans-papiers » d'un bâtiment abandonné qu'ils occupaient à Bruxelles. Un sans-papier s'est pris une balle de flashball. Il me semble qu'utiliser une arme avec des projectiles (hors grenade lacrymogène) dans la situation d'une action collective, ce n'était plus arrivé depuis les années 70. Notamment parce qu'à un moment, on a pris la décision de ne plus utiliser des armes à feu dans des situations de maintien de l'ordre. Je ne parle évidemment pas d'une situation de poursuite de braqueurs, de perquisition contre des présumés terroristes, etc. mais bien d'une situation de maintien de l'ordre contre des personnes sans-papier, pas vraiment donc un profil à haut risque pour la sécurité des policiers... C'est pour moi, un signal extrêmement préoccupant que oui, cela se durcit. Le terme de « balles en caoutchouc utilisées contre des manifestants », c'est un terme qu'on trouve plutôt d'habitude dans des rapports d'Amnesty ou d'autres organisations qui dénoncent la manière dont les manifs sont réprimées dans des pays à régime autoritaire.

Avant, on disait qu'il s'agissait d'armes « non létale », mais on a changé le terme vu le nombre de victimes que les tasers et flashball faisaient. Aujourd'hui, les fabricants de ce type d'armes les vendent comme étant des armes « à létalité à réduite », termes qui peuvent induire un effet pervers majeur. Ainsi, cela donne le sentiment aux policiers que finalement ce n'est pas très grave de les employer : c'est toujours mieux qu'une vraie balle. Alors, oui, c'est très bien si un policier remplace les vraies balles par ce type d'arme-là. Mais par contre, si un policier se permet d'utiliser ces armes-là dans des cas où il n'aurait pas fait usage de son revolver ou de son fusil, cela veut tout simplement dire que le spectre des situations dans lesquelles on risque de se prendre une balle – fut-elle en caoutchouc – est démultiplié. C'est inadmissible et c'est ce qui est en train de se passer en France d'une manière massive avec les Gilets jaunes.

### **Qu'est-ce qui pourrait faire progresser nos droits ? Quelles revendications porter en la matière ?**

On est dans un climat de dégringolade, d'effritements des droits fondamentaux à tout niveau. C'est donc très difficile d'être offensif en matière de droits. On est dans cette situation où malheureusement, on pourrait déjà être heureux si les droits existants étaient respectés... Comme l'identification des

policiers, avec un code clairement visible, « en toutes circonstances », décidé depuis 2014 mais presque jamais appliqué dans les manifs.

### **Que les plaintes soient plus facilement reçues ? Créer des indicateurs officiels ?**

Oui, il y a des mesures à prendre pour que les instruments de contrôle de la police soient effectivement indépendants et performants.

Il faut insister sur l'idée que les autorités et la police ont elles-mêmes intérêt à ce que les abus soient punis. Car il y a une impunité de fait pour l'immense majorité des policiers qui commettent des abus sur le terrain et y compris des violences graves. Le Comité P a sorti récemment un rapport qui le montre. Il explique même que des policiers identifiés comme ayant pas mal de casseroles en termes de violence policière se retrouvent à former d'autres policiers en... maîtrise de la violence. On a donc de bonnes raisons d'avoir peur pour la suite.

Il s'agit aussi d'éviter de tomber dans le piège de la technologie et des gadgets vendus par l'industrie sécuritaire. Surtout quand ceux-ci sont présentés comme des gages de meilleur respect des droits fondamentaux. Les armes à « létalité réduite » par exemple sont des gadgets qui sont surtout avantageux pour une seule partie : les groupes qui les fabriquent et qui les vendent. Toutes les autres parties, dont les policiers, sont perdantes dans cette histoire. En ce qui concerne les bodycams, les caméras embarquées, sur le corps des policiers et qui filment les choses sous l'angle du policier, pour l'instant, on ne peut dire si ça sera intéressant en termes de droits ou non. Une chose est sûre : ça ne doit jamais devenir un prétexte pour ne pas laisser les gens filmer eux-mêmes la scène. Il faut donc faire respecter et rappeler de manière non équivoque le droit de filmer la police dans des actions où la contrainte pourrait être utilisée.

## **FILMER LA POLICE, UN DROIT MENACÉ ?**

Le 15 octobre 2015, lors des mobilisations contre le traité transatlantique à Bruxelles, une équipe de tournage de ZIN TV est arrêtée et ses images sont détruites par deux policiers. ZIN TV & Attac Bruxelles portent plainte et le 22 février 2019, les deux policiers sont finalement renvoyés en correctionnelle pour vol d'usage et pour avoir effacé illégalement des données vidéo. Il est plus que nécessaire de rappeler qu'il n'existe aucune interdiction générale de photographier ou filmer les actions de la police. Hormis certains cas exceptionnels et limités, des citoyen·nes et journalistes ont le droit de filmer ou photographier des interventions policières, que ce soit pour informer ou pour récolter des preuves du déroulement des événements. Cette réaffirmation du droit de filmer la police est d'ailleurs au cœur de l'exposition itinérante et collective « Don't Shoot! », conçue par ZIN TV, la LDH, le collectif Krasny et Frédéric Moreau de Bellaing. Elle consiste en de nombreuses images, témoignages et réflexions sur la répression de la liberté d'expression. Plus d'info sur [www.zintv.org](http://www.zintv.org)

# Pour une Justice « les yeux dans les yeux »

PROPOS RECUEILLIS PAR SABINE BEAUCAMP

Jan Nolf, originaire de Torhout, est licencié en droit et en criminologie à l'université de Gand. Il a travaillé comme avocat à Bruges pendant dix ans, et est devenu juge de paix dans le canton de Roeselare (Flandre occidentale) jusqu'en 2011. Aujourd'hui juge de paix honoraire et auteur de l'ouvrage « La force de la justice », il prône une justice plus empathique et plus proche du citoyen.

## Ne trouvez-vous pas qu'à l'heure actuelle la justice statue trop et très arbitrairement ?

J'ai une approche et une vision très humanistes de la justice. A mes yeux, la justice reste trop autoritaire, conservatrice, trop féodale et attachée à ses multiples et répétitives procédures. La justice est forte avec les faibles et faibles avec les forts. Je suis très en colère contre les agrandissements d'échelle en son sein : toujours plus de procédures qui creusent de plus en plus le fossé avec le citoyen. L'une pour les puissants, l'autre pour les citoyens ordinaires. Je compare la justice actuelle à un véritable supermarché, incapable de faire son autocritique. Le juge doit prendre toute la mesure du rôle social qu'il a à jouer. Je préconise une législation « à la néerlandaise », où le citoyen lambda peut récuser le juge s'il estime qu'il est partial ou qu'il n'est pas indépendant.

## Ce langage et cette attitude des magistrats vous les comprennent-ils ?

Ce qui m'insupporte au plus au point, c'est l'autorité des magistrats. Si on dit que l'habit ne fait pas le moine, il n'empêche que les toges que portent les magistrats ne rassurent pas et ne mettent pas à l'aise le justiciable, je suis pour leur suppression. Je pense aussi que contrairement à l'appellation « Ministère de la Justice », il faudrait plutôt parler d'un « Ministère de la Reconstruction ». C'est un terme bien mieux adapté puisque la tâche primordiale de la justice est quand même celle de reconstruire les relations.

## Cette peur de la justice n'est-elle pas liée au fait que le citoyen ne comprend plus le langage de la justice ou le comprend mal ?

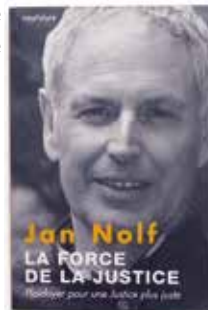
Mais il ne l'a jamais connu, la justice est restée un langage fermé et ce n'est pas un hasard. L'incompréhension met en route tout un processus de peur et de méfiance.

Vient ensuite, et c'est bien pire, l'amertume. Les gens expriment après par le vote, leur frustration, leur impuissance, parfois leur révolte. Vous savez, beaucoup de juges ne regardent pas le citoyen pendant les plaidoiries. Or, un juge doit être à l'écoute. C'est pourquoi je parle toujours d'une justice « les yeux dans les yeux ». Celle-ci peut s'inspirer du monde médical : le juge devrait avoir la même attitude et la même proximité qu'un médecin avec son patient. Il y a toute une génération de magistrats qui en est restée à une forme de corporatisme, et qui utilisent un vocabulaire datant du Code Napoléon. Le manque de communicabilité commence au socle des bâtiments de justice. Inutile d'avoir des bâtiments pharaoniques qui sont souvent très impressionnants pour le citoyen : austères, armés et enrobés de béton, ils ont quelque chose d'impassible.

## Quelles seraient vos priorités pour une réforme de la justice ?

Une magistrature moins narcissique et moins conservatrice. Une justice qui limite les procédures au strict minimum, qui accorde toujours une chance au dialogue, qui amenuise la lourdeur administrative, et qui serait dotée d'une démocratie interne au lieu d'une hiérarchie verticale. Il s'agirait donc de revoir fondamentalement la mentalité d'autorité qu'elle suscite. Il y a une attitude incroyablement dominante, et même hautaine dans la posture de beaucoup de magistrats. Je suis pour une « justice sous l'arbre », à la sud-africaine c'est-à-dire une justice ambulante qui peut se dérouler hors des structures juridiques habituelles. Je prends souvent l'exemple du procès pour la mise en liberté de Dutroux, très onéreux : 100.000 euros au bas mot. Cette brève audience aurait pu se dérouler au sein même de la prison. La loi prévoit cela pour le tribunal d'exécution des peines. Pourquoi avoir mis sur pied tout un show ? Pour prétendre à un procès médiatique ? On peut pratiquer la justice en dehors de ces enceintes juridiques : une salle polyvalente, comme une bibliothèque, une petite salle de théâtre peuvent suffire pour une audience dans le cadre d'une justice de proximité. Ce serait une façon de réaliser une bonne économie de moyens pour la justice et le citoyen.

Jan Nolf, La force de la justice. Plaidoyer pour une justice plus juste, Nowtutur, 2017



Une autre de mes priorités serait de ramener la justice conciliatrice familiale dans les cantons, près du juge de paix. Je suis un juge engagé pour une justice de conciliation et de médiation. Depuis mai 2018, je collabore à une émission intitulée « De Radiorechter » (Le Juge de la Radio) sur Radio 2 (VRT). L'émission se déroule sur le terrain même où l'on discute du contentieux en question. J'y propose ma médiation et prononce finalement un avis juridique.





était il y a vingt ans. Testament, groupe de Thrash Metal américain, dévoilait son sixième album studio, *Low*. Sur les douze titres que contient cet opus, un morceau ressort du lot : *Trail of Tears*. Non seulement il met de côté la vitesse d'exécution propre au genre, mais il révèle aussi une part de l'héritage culturel du chanteur, Chuck Billy. Sa mère était en effet mexicaine, son père un natif américain.

Un petit retour dans l'histoire parfois peu glorieuse des États-Unis s'impose. Le 28 mai 1830, Andrew Jackson, le président de l'époque, signe l'*Indian Removal Act*. Il s'agit là d'une loi qui ordonne la déportation des natifs américains vivant dans les territoires situés entre les treize États fondateurs et le Mississippi vers des plaines au-delà de ce fleuve. Soixante-mille d'entre-eux doivent quitter leurs terres, qui seront ensuite offertes à des colons. Un épisode tragique du peuple amérindien, entre 4 et 8.000 personnes y laisseront leur vie, dont l'histoire se souviendra en l'appelant la « Piste des Larmes », *Trail of Tears* dans la langue de Shakespeare.

Quelques envolées suaves à la guitare démarrent la ballade, avant que Chuck Billy ne vienne y poser une voix chaude et empreinte d'émotions. « *So far away, the spirits will guide you / No more sorrow / Don't look back, your freedom will follow / Flying so free / Can't you see, on the trail of tears* ». Ces mots auraient également pu être ceux d'un·e Palestinien·ne, résistant depuis des décennies face à l'invasion sans cesse grandissante des colons sionistes. Bien que séparés géographiquement, ces deux peuples se considèrent d'ailleurs unis par certaines facettes douloureuses de leur histoire. C'est dans cet esprit que Mahmoud Darwich, célèbre poète palestinien, écrira le *Discours de l'Indien Rouge* en 1992. Dix ans plus tard, Gyasi Ross, écrivain, journaliste et avocat amérindien, rédigera à son tour un texte concernant l'occupation israélienne qui suscite chez lui « *un sentiment de fraternité pour mes frères et sœurs de Gaza et de Cisjordanie. C'est un sentiment primaire et viscéral : la peur. Une peur qui vient de la prise de conscience que ce qui arrive à un groupe d'opprimés va inévitablement arriver à d'autres.* »<sup>1</sup>

Mais la reconnaissance vient parfois de l'intérieur. En 2013, Jim Frazier, membre démocrate de l'Assemblée de l'État de Californie, a honoré le parcours de Chuck pour son aura positive sur la communauté native américaine et sur le public en général. En évoquant le musicien, qui a passé une bonne partie de sa jeunesse dans une réserve indienne au nord de San Francisco, Frazier a indiqué que « *le monde de la musique était riche de pouvoir comporter en son sein des personnes aussi créatives et talentueuses et dont le travail améliore la qualité de vie de celles et ceux qui ont la chance d'avoir pu entrer dans leur sphère d'influence* »<sup>2</sup>.

Une schizophrénie politique qui déchire de plus en plus l'Amérique sur le plan politique. Le 9 février 2019, Elizabeth Warren, démocrate se réclamant de descendance amérindienne, a confirmé sa candidature à la présidentielle américaine de 2020. La réaction de Donald Trump ne s'est pas faite attendre, décochant à l'occasion un sulfureux tweet : « *Aujourd'hui, Elizabeth Warren, parfois surnommée Pocahontas par moi-même, a rejoint la course à la présidentielle. Se présentera-t-elle*

# TESTAMENT LES LARMES DES APATRIDES

1. Gyasi Ross. « Why I, as a Native American, support the Palestinian people », *The Progressive* (24 juin 2002) [www.sharedhost.progressive.org/media\\_1530](http://www.sharedhost.progressive.org/media_1530)
2. « Assemblyman Jim Frazier Honors Chuck Billy of Thrash Metal Band Testament » (7 juin 2013) <https://a11.asmdc.org/press-release/assemblyman-jim-frazier-honors-chuck-billy-thrash-metal-band-testament>



PAR PIERRE VANGILBERGEN

en tant que notre première candidate amérindienne ou a-t-elle décidé qu'après 32 ans, il était temps d'arrêter de jouer ? À plus sur le SENTIER de la campagne, Liz ! » En plus du fait que cette remarque était sexiste, raciste et gratuite, le Président a également cru de bon goût de mettre en lettres capitales le mot « sentier ». *Trail* en anglais. Tourner en dérision, à des fins personnelles et électoralistes, un épisode tragique ayant coûté la vie à des milliers de personnes n'est qu'un exemple parmi tant d'autres indiquant que la fibre humaine de cet homme est, elle aussi, en voie de disparition. ⚡

# Gilets jaunes et médias : la contestation sauvage de l'ordre narratif

PAR MARC SINNAEVE

Dans un récent article du site d'analyses *The Conversation*, le sociologue des médias Jean-Marie Charon croit déceler dans le rejet profond actuel, virulent même, des médias « *une coagulation d'expériences sociales et politiques qui courent sur plusieurs décennies, et au cours desquelles s'exprime avec force une contestation du travail des médias* ». L'irruption des Gilets jaunes dans l'espace public est sans doute la dernière de ces expériences...

## DISTANCE DE CLASSE ET MARGINALISATION ÉDITORIALE

Ce qui conduit à notre deuxième hypothèse : l'ignorance manifeste des modes d'existence et de l'habitus des milieux populaires et des franges des classes moyennes en voie de déclassement dont sont issus les Gilets jaunes. La méconnaissance, dans le chef de nombre de journalistes, s'explique, sociologiquement, par leur rapport « éloigné » aux réalités de vie, aux pratiques sociales et culturelles, ainsi qu'aux modes langagiers habituels de ces groupes de population. La distance de classe et ses effets sont renforcés par la pratique professionnelle : quand, avant de les découvrir revêtus de jaune sur les ronds-points et sur des barrages, les envoyés spéciaux sur le terrain des opérations avaient-ils tendu leur micro à ces « drôles de gens » ordinaires ? Se le sont-ils demandés seulement ?

En renonçant à porter la plume dans les plaies des territoires économiquement déshérités et de leurs publics socioculturellement déconsidérés (voire méprisés dans un certain entre-soi), ce sont les médias et les journalistes eux-mêmes qui créent ceux qu'ils appellent ensuite les « invisibles » ou les « oubliés », de la même manière qu'ils créent la notoriété de personnalités marquantes et de people<sup>1</sup>.

Le constat d'altérité sociale entre journalistes et Gilets jaunes se traduit d'ailleurs, de façon souvent éclatante, dans la difficulté papable des professionnels de la

**P**lus que les images et les énoncés de l'information, ce qui est de nature à poser question d'abord, selon nous, ce sont les *cadrages* éditoriaux de l'actualité qui s'imposent et qui déterminent la teneur du débat public. Concrètement, ces cadrages en plans serrés, fragmentés et simples s'attachent, avant tout, aux faits et gestes visibles et aux déclarations des protagonistes de l'actualité, bien plus qu'aux intérêts, aux motifs, aux déterminants et aux enjeux qui les sous-tendent.

La vision du monde qui en découle en devient largement théâtralisée (avec des acteurs évoluant en apesanteur sociale), lissée (sans aspérité), naturalisée (la force d'évidence du discours officiel s'impose),

individualisée (certains super-héros en jaune mis en exergue dans leur lutte contre « Jupiter Macron »), médicalisée (il est question du « malaise » démocratique), psychologisée et intériorisée (on parle de préférence de « sentiment d'injustice » plutôt que d'injustice effective) et moralisatrice (la condamnation médiatique de « la violence » perpétrée lors des manifestations est unanime).

Ainsi configurée, la vision médiatique *mainstream* passe pour largement dépolitisée, proche de l'agenda des pouvoirs, et déconnectée ou socialement extérieure à la « vraie vie ». Ce qui peut alors être assimilé aux pratiques d'isolement ou d'exil social des milieux les plus privilégiés...



CC-BY-2.0 kris\_s\_toff

**« Avant de les découvrir revêtus de jaune sur les ronds-points et sur des barrages, les envoyés spéciaux sur le terrain des opérations avaient-ils tendu leur micro à ces "drôles de gens" ordinaires ? Se le sont-ils demandés seulement ? »**

parole non seulement de s'adresser à leurs nouveaux interlocuteurs sur le ton juste ou avec les bons « codes », mais aussi de formuler des questions qui soient jugées pertinentes ou recevables par les intéressés, c'est-à-dire des questions dépourvues des tics et des simplismes trop souvent d'usage.

### REPRÉSENTATIONS ET EXPÉRIENCES DES REPRÉSENTÉS

Les réponses « cash » que l'on a pu entendre jusqu'ici, à cet égard, dans la bouche des Gilets jaunes présents sur

les plateaux de télévision ont eu entre autre effet, de dévoiler un peu plus, par contraste, le caractère formaté du parler médiatique. Ce qui s'est révélé aussi dans les réponses des femmes et des hommes vêtus de la chasuble jaune, c'est un certain discours « vérité », tout sauf dépolitisé et anecdotique. Ceci nous dit au moins deux choses.

Premièrement, on est en présence de l'expression, à ne pas mésestimer, d'une double intelligence : celle, individuelle, d'expériences de vie rocailleuses, chaotiques,

coupantes qui lestent de leur poids mais aussi de leur richesse le bagage humain de tant d'individus « ordinaires » ; l'intelligence, aussi, plus collective celle-ci, qui s'est construite très rapidement autour des ronds-points, dans l'action commune, dans la découverte et dans le partage de mêmes conditions de vie et de problèmes vécus identiques.

Deuxièmement, leur expression sans fard démontre, a contrario, combien, habituellement, le « peuple » est parlé plus qu'il ne parle et n'existe comme sujet. Les catégories populaires, d'ordinaire, sont évoquées, invoquées ou convoquées par des représentants parlementaires élus, mais aussi par des « porte-parole » plus ou moins autodésignés, qui « n'ont que rarement des conditions matérielles en commun avec ceux et celles qu'ils sont censés représenter »<sup>2</sup>. Ce qui est exactement ce que signifient les Gilets jaunes aux mandataires politiques et aux médias.

Ceux-ci, à l'instar d'autres producteurs spécifiques de représentations discursives du monde social (écoles, universités, annonceurs publicitaires, multinationales de l'économie du numérique, préposés à la communication des différents services de l'appareil d'État...) se trouvent investis du pouvoir considérable et de la responsabilité sociale de *représenter* la société, et le public populaire en particulier, au double sens du verbe «représenter» : d'une part, via la manière de donner à voir une réalité, de la dire, de l'explicitier, de lui donner (un) sens, bref, de la traduire par le biais du traitement journalistique ; d'autre part, par le fait de se voir confier la responsabilité de reproduire la parole des représentés, de se faire leur porte-voix... sans adhérer forcément à tous les propos de cette voix, mais sans les trahir non plus. Là réside la marge d'indépendance ou d'autonomie du journalisme dans sa fonction de représentation du monde tel qu'il le perçoit. Or, il existe toujours un écart, plus ou moins sensible, plus ou moins légitime, entre la représentation médiatique et l'expérience concrète des représentés qui sont susceptibles d'y voir un «détournement» de nature à alimenter la défiance.

Nous en arrivons ainsi à notre troisième et dernière hypothèse...

### L'ENJEU DE POUVOIR DU DÉNI ET DU SOUPÇON

Aujourd'hui, une défiance généralisée frappe les discours politiques et médiatiques. C'est un des marqueurs forts du «mouvement» ou, plus exactement, de l'«antimouvement» des Gilets jaunes, selon la distinction opérée par le sociologue Michel Wievioroka<sup>3</sup>. Les *antimouvements* expriment une réaction avant tout symbolique : «*Ils s'affirment moins par des visions politiques, des revendications explicites ou des programmes, estime l'écrivain Christian Salmon, que par une puissance de dénégation, un refus de toute médiation, de tout compromis avec le pouvoir*»<sup>4</sup>.

En ce sens, poursuit l'auteur de *Storytelling*<sup>5</sup>, ils procèdent de quelque chose qui n'est pas immédiatement ni aisément reconnaissable sur le plan idéologique. Quelque chose qui refuse de «jouer le jeu» selon les règles en

« À la puissance d'intoxication de l'ordre narratif répond désormais une contre-puissance obscure : la force destructrice du "tout-soupçon". »

vigueur. C'est ce côté inexplicable, indéchiffrable, résistant aux «conseils» apparemment de bon sens de se structurer, qui serait précisément la force et le propos de la constellation jaune. Sa capacité de dérégler les discours politiques et médiatiques dominants, de contester radicalement leur monopole et d'affaiblir leur puissance narrative constituerait sa véritable efficacité.

L'hégémonie de l'ordre narratif libéral, explique Christian Salmon, s'est fondée sur l'instrumentalisation et les usages abusifs du storytelling au fil du temps. Ils l'ont transformé en une capacité «magique» de faire surgir une vision politique en racontant des *histoires*, sans programme ni arguments, et d'en faire la nouvelle «*clé de la conquête du pouvoir et de son exercice*» dans des sociétés hypermédiatisées<sup>6</sup>.

À la puissance d'«*intoxication*» de cet ordre, qui a connu son apogée avec la victoire de Barack Obama en 2008, répond désormais une contre-puissance «*obs-cure*» : la vague des événements de rupture, de chaos et de chocs, de clash entre vrai et faux (Brexit, Trump, dynamique des *fake news*...), qui refusent de s'inscrire à l'intérieur des cadres d'énonciation et de récit habituels. Donald Trump est la traduction la plus significative de l'avènement de la nouvelle ère du «tout-soupçon», exactement comme Ronald Reagan, dans les années 1980, avait inauguré l'ère du «tout-communication» grâce à ses talents d'acteur hollywoodien.

La charge contre le discrédit du «système» se coule, en quelque sorte, dans une dénonciation du récit dominant, dans le dévoilement de sa distance toujours plus grande par rapport à l'expérience concrète des hommes et des femmes.

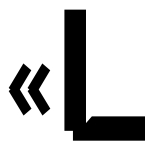
Elle signe de la sorte le discrédit des narrateurs officiels et de leurs «alliés» médiatiques. De ce point de vue, estime Christian Salmon, la révolte des Gilets jaunes est à la fois un révélateur et un agent, «*sauvage mais déterminé*», de l'incrédulité qui frappe désormais tous les récits officiels et toute parole publique.

La question qui se pose, alors, est de savoir si on peut changer de modèle de société, comme y invite urgemment, le péril du réchauffement climatique, sans restaurer la confiance. Et si restaurer la confiance est envisageable sans transformation substantielle préalable de l'ordre du monde existant et foncièrement injuste.

1. Sarah Roubato, «Lettre aux médias», 8 février 2019, [www.sarahroubato.com/lettres/medias](http://www.sarahroubato.com/lettres/medias). Texte publié notamment par *Médiapart* et *Politis*.
2. Vincent Goulet, «Expressions médiatiques du 'peuple' et relations populaires aux médias», in Michel Wievioroka (dir.), *Le peuple existe-t-il?*, Éditions Sciences humaines, 2012.
3. Cité par Jean Blairon, «'Mouvement des gilets jaunes' : quelles questions?», *Intermag*.be, RTA asbl, janvier 2019. [www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2019m01n1.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2019m01n1.pdf)
4. «Gilets jaunes : les fantassins du discrédit», *Médiapart*, 15 décembre 2018. [www.mediapart.fr/journal/france/151218/gilets-jaunes-les-fantassins-du-discrédit](http://www.mediapart.fr/journal/france/151218/gilets-jaunes-les-fantassins-du-discrédit)
5. *Storytelling, la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La Découverte, 2007
6. «Sous le storytelling, la spirale du discrédit», *AOC Média*, 28 décembre 2018. [www.aoc.media/analyse/2018/11/26/storytelling-spirale-discrédit](http://www.aoc.media/analyse/2018/11/26/storytelling-spirale-discrédit)

# Un pays dans le pays

Les Actrices et Acteurs des Temps présents (AAdTP) est un collectif, né en 2013 d'une énième restructuration d'entreprise, au croisement d'enjeux syndicaux, agricoles, associatifs, académique... « Un pays dans le pays » est une invitation, voire une incitation à passer à l'action, à créer des zones de résistances et de réappropriations. C'est un projet qui se concrétise dans chaque action que les uns et les autres entreprennent. Le texte aussi évolue. Vous trouverez ici l'introduction parue dans sa version imprimée.



Les choses telles qu'elles vont nous disent la barbarie à venir.

Nous vivons dans une société de plus en plus brutale et déshumanisante, soumise à une violence voulue comme telle, qui a pour but de diviser, de séparer et d'éliminer, d'imposer la domination sans partage des puissants. Nous vivons sur une planète dont le bouleversement climatique menace d'ores et déjà l'existence même de centaines de millions d'humains et de multiples autres espèces. Nous n'avons plus le choix. Nous n'avons plus le temps de tergiverser. Nous ne pouvons continuer à endurer cette vision mortifère d'un monde où la seule perspective serait de voir grimper les degrés et diminuer les ressources et les solidarités. Le manifeste que vous allez lire nous propose de reprendre en main notre avenir politique, **en construisant ensemble un pays dans le pays.**

Ce que nous entendons par là, vous le découvrirez dans les pages qui suivent. Mais il est sans doute déjà utile de préciser ici que la préservation des chances de survie

de l'humanité constitue, via l'invention de formes nouvelles de gouvernements et d'économies, l'objectif final, à la fois culturel et politique, du pays dans le pays.

**La mise sur pied de ce pays dans le pays suppose de rompre radicalement avec le capitalisme**, système économique, politique et culturel qui est non seulement à l'origine de la situation gravissime que nous vivons, mais qui se donne également pour sa solution en prônant, contre toute raison, l'exploitation ultime de ce qui reste à exploiter, en ce compris les êtres humains comme matière dernière. Pour construire un pays dans un pays, il s'agit bien sûr de préserver les matières collectives qui sont notre bien commun, comme la sécurité sociale. Mais nous ne pouvons pas nous contenter de ce qui existe encore (un peu) : nous devons inventer de nouveaux communs. Il nous faut en outre reconquérir des territoires politiques, la rue, les quartiers, les champs, les usines, les bureaux. De toute cette matière, nous devons enfin être en mesure d'établir un récit qui exprime notre réalité et notre histoire propres, et pas celle des puissants.

L'ensemble du texte est disponible en ligne sur [acteursdes tempspresents.be](http://acteursdes tempspresents.be). Toutes vos interventions et réactions sur ce manifeste sont les bienvenues.

**Ce manifeste**, adopté par l'assemblée des Actrices et Acteurs des Temps Présents mais ne lui appartenant pas, **est déjà en soi un commun sur lequel viendront se greffer de nombreuses boutures.** Une matière vivante susceptible de se nourrir des expériences, des combats, des réflexions de chacun. En soi, ce manifeste est réputé n'être pas terminé et est susceptible de ne l'être jamais.

C'est d'ailleurs pourquoi l'on trouvera, sur le site des AAdTP, à côté du texte imprimé dans ces pages, une série de commentaires (chez les anciens, on disait des scolies) qui permettront d'en approfondir ou d'en illustrer la portée.

**Mais ce manifeste est surtout un appel** à travailler à la construction d'une autre légitimité, ici même et maintenant. Non pas en créant de petites îles ou des refuges reclus à l'écart du monde, mais en étant pleinement ancrés dans un présent qui voudra constituer et préserver une mémoire pour le futur.

Nous sommes notre propre proposition. »

# L'idéal explosif d'Unabomber !

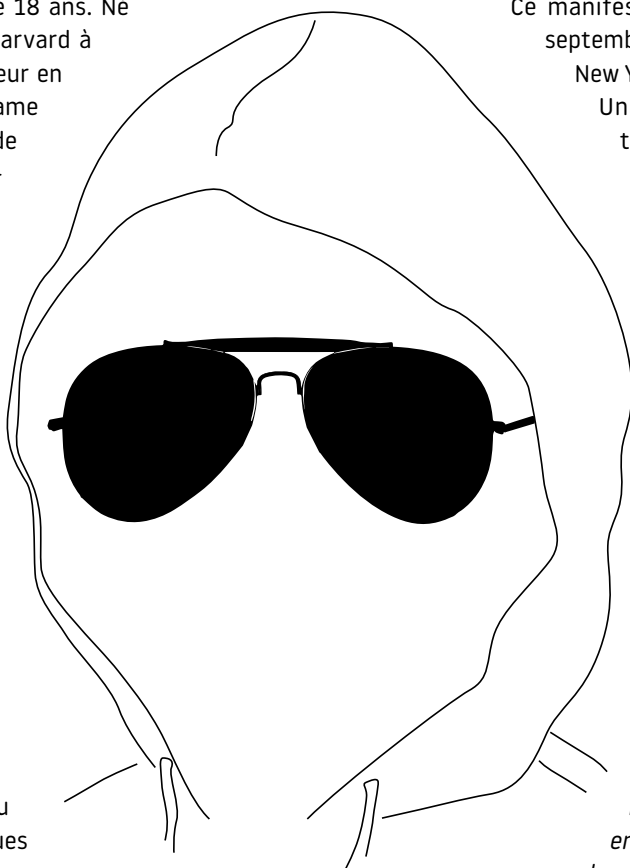
PAR DENIS DARGENT

Le 3 avril 1996, Theodore Kaczynski est arrêté par le FBI, dans une cabane à proximité du bourg de Lincoln, État du Montana. C'est la fin d'une traque extrêmement coûteuse qui aura duré près de 18 ans. Né en 1942, entré à l'université Harvard à l'âge de 16 ans et devenu docteur en mathématique, Kaczynski entame dès 1978 une véritable croisade contre le *complexe industrialo-technologique*, responsable selon lui du conditionnement sans cesse croissant des êtres humains et de la réduction des libertés individuelles qui en découle.

Déterminé à détruire le *système* par tous les moyens et ne croyant pas à une solution politique, notre homme se lance dans la fabrication de bombes artisanales (souvent constituées de pièces de bois), qu'il dissimule dans certains endroits ou envoie par la poste. Il cible essentiellement les personnes *complices* du système combattu : scientifiques et professeurs d'université, patrons de compagnies aériennes, vendeurs de matériel informatique... D'où le surnom d'Unabomber (contraction de *University and Airline Bomber*) que le FBI, faute de mieux, accole à ce terroriste particulièrement furtif.

Kaczynski est bien un terroriste, en effet. Les 16 bombes qu'il a fabriquées (toutes scrupuleusement numérotées) auront coûté la vie à 3 personnes et en auront blessé 23 autres. Ce mode d'action, Unabomber le revendique et le justifie dans son texte le plus célèbre : *L'avenir de la société industrielle*. Il écrit : « Afin de présenter notre message avec

*quelque chance de produire une impression durable sur le public, nous avons dû tuer des gens. »*



Ce manifeste est publié une première fois en septembre 1995 par le Washington Post et le New York Times, à la demande des autorités. Unabomber avait menacé de perpétrer d'autres attentats si son texte n'était pas diffusé par les médias. La première traduction française que l'on doit au romancier et essayiste Jean-Marie Apostolidès, date de la même période. À bien des égards, *L'avenir de la société industrielle* anticipe le monde numérique en devenir. Ses pages les plus marquantes sont consacrées à la restriction des libertés imposées par la technologie triomphante, substitut à toute forme d'idéologie et *force sociale plus puissante que le désir de liberté*. « Lorsqu'une fois on a introduit une innovation technique, écrit encore Ted Kaczynski, les gens en deviennent si dépendants qu'ils ne peuvent s'en passer, à moins qu'on ne la remplace par une autre invention encore plus performante. Non seulement les gens deviennent dépendants d'un nouvel objet technique à titre individuel, mais de plus le système développe la même dépendance à titre collectif. (...) À l'avenir, les systèmes sociaux ne s'adapteront pas aux besoins des êtres humains, ce seront les êtres humains qui seront adaptés aux besoins du système. (...) Si la société industrielle survit, il est probable que la technologie finira par inventer quelque chose proche du contrôle total des comportements humains. »

Unabomber plaidera coupable. Il a été condamné à la prison à perpétuité le 4 mai 1998.

1



1

## **Super-Héros, une histoire politique //** William Blanc // Libertalia, 2018

Évoquer les « *super-héros* » revient souvent à faire naître un sourire en coin, parfois condescendant, la réminiscence d'une enfance révolue. Et pourtant... les comics dont ces héros et héroïnes sont issus peuvent être des miroirs déformants d'un contexte sociétal et donc, de facto, devenir des témoignages et porter des messages politiques. C'est en substance ce que contient cet ouvrage, où son auteur, William Blanc, historien médiévaliste spécialiste des cultures populaires, aborde en dix-huit chapitres des discours politiques qui se cachent derrière des masques, des capes ou autres costumes. La Panthère noire et les revendications afro-américaines, Wonder Woman et l'émancipation des femmes, Superman en tant qu'incarnation d'un monde meilleur et porté par de jeunes auteurs juifs inquiets de la montée du fascisme des années 30 ou encore Namor et les luttes anticolonialistes. Pour n'en citer que quelques-uns. Chaque thématique est abondamment documentée, William Blanc partant bien souvent des prémisses du super-héros et

retrace son parcours jusqu'à aujourd'hui, en ne manquant pas de tisser des liens avec l'histoire faits marquants de la société. Quelques planches viennent clore chaque section en illustrant par le trait les propos tenus précédemment par l'auteur. Même si le style d'écriture est limpide et se laisse facilement lire – chaque chapitre pouvant en outre être lu séparément des autres – *Super-Héros, une histoire politique* est néanmoins réservé à un public plutôt habitué des publications de Marvel de DC Comics. En effet, les multiples références à des épisodes clés de ce type de littérature ou l'évocation d'un panel important de personnages nécessitent d'avoir déjà quelques heures de feuilletage à son actif, au risque de passer à côté de bon nombre d'informations. **PV** \_



2

2

## **La crise permanente. L'oligarchie financière et l'échec de la démocratie //** Marc Chesney // Quanto, 2018

Gilets jaunes et manifestants « Climat », dans nos pays, tendent à éclipser des radars l'épée de Damoclès, suspendue au-dessus de nos têtes, de la finance dérégulée. Le lien, pourtant, entre les dérives de celle-ci et les raisons d'être de ceux-là existe bel et bien. Bridrer la finance et ses logiques de libre fonctionnement, en reprendre le contrôle, est sans doute la condition première de toute transition globale ou de tout changement fondamental vers un modèle d'habitation du monde moins destructeur des ressources, plus équilibré et plus juste.

Les têtes de l'hydre financière sont bien connues et de mieux en mieux documentées. En atteste l'ouvrage, réédité en 2018, du professeur de l'Université de Zürich Marc Chesney : dans *La crise permanente*, cet ex-professionnel du secteur devenu analyste critique des dérives de celui-ci, notamment pour Finance Watch, dépeint à grands traits, largement accessibles, « le scandale de l'économie » et les « pistes pour en sortir ». Outre son approche pédagogique des ressorts et des pulsions de la « bête », le mérite du livre est de les inscrire dans un tableau plus large, plus structurel : celui de l'emprise de « l'oligarchie financière » sur l'économie et la croissance « artificielle » de celle-ci, sur les pouvoirs publics qui cherchent vainement à « satisfaire les marchés financiers » et sur la démocratie mise sans cesse plus en position d'échec. **MSi** \_

3

## **Pays dans un pays. Un manifeste // Collectif //** Actrices et acteur des temps présents, 2019



3

Il semble que les manifestes soient à la mode. Si vous croisez la route du *Pays dans le pays* cependant, n'hésitez pas à l'emmener. Émis par les Actrices et les Acteurs des Temps présents, ce texte, à la fois politique et poétique, peut être amendé, questionné, précisé par toutes celles et ceux qui y trouvent une source de réflexion. Par cet acte créateur est posée la nécessité, voire l'urgence d'identifier les lieux concrets de résistance, de reconquérir des territoires communs, et de s'atteler à désobéir car, comme démarre le texte « *les choses telles qu'elles vont nous disent la barbarie à venir* ». Le texte énonce également un certain nombre d'écueils auxquels chacun-e devra être attentif-ive dans ses luttes. Le manifeste est disponible pour lecture et amendements sur [www.acteursdestempsprésents.be](http://www.acteursdestempsprésents.be). Vous en trouverez l'introduction reproduite en page 37. **ALC** \_

**Le populisme aux États-Unis,  
un regard pour l'Europe //**  
Jérôme Jamin //

Libertés, j'écris ton nom, 2019

Dans ce petit opus, Jérôme Jamin ausculte les formes prises par le populisme aux États-Unis au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles afin de tirer des enseignements sur le déferlement de ce phénomène en Europe aujourd'hui. Il le fait de manière prudente et nuancée en insistant sur le fait que s'il est sincère, le populisme peut simplement dénoncer un déficit de représentation et il indique notamment que certaines techniques de démocratie directe utilisées dans certains états fédérés américains découlent directement de la force du mouvement populiste à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Loin d'être une menace, un populisme sincère pourrait donc revigorer la démocratie. L'objectif visé par Jérôme Jamin est de « *déramatiser le concept de populisme, lui retirer son étiquette disqualifiante et l'éloigner de son faux synonyme qu'est l'extrême droite* ». Il y parvient amplement. Un constat perplexe et un regret toutefois : l'auteur parvient à parler du populisme sans jamais faire référence à Ernesto Laclau et à Chantal Mouffe et il évoque rapidement en conclusion l'hypothèse selon laquelle le populisme vise à abolir le temps en politique. Une hypothèse qui aurait mérité un plus large développement. **OS** \_



4

**État des luttes, Moyen-Orient et Afrique du Nord //**  
Ouvrage collectif Alternatives Sud, Vol 25 //

Syllepse et Centre tricontinental, Automne 2018

En 2010-2011, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont été secoués par des mouvements sociaux de grande ampleur. Huit ans plus tard, comment expliquer que ces soulèvements et que cette soif de bouleversements soient si vite retombés et rattrapés par la contre-révolution notamment en Syrie ? Le « printemps arabe » est-il définitivement enterré ? Ce numéro d'Alternatives Sud analyse les dynamiques de ces révolutions et transitions, en cerne les enjeux à caractère religieux, géopolitiques, instrumentalisés. Il éclaire les paradoxes et contradictions. Comme partout ailleurs, les sociétés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont divisées, prises dans des rapports sociaux de classe, « de race » et de genre, qui renvoient à des visions, intérêts et pouvoirs différents au cœur des luttes sociales. Bien souvent, leur transition s'est

faite sans les acteurs des manifestations qui étaient venus à bout des régimes oppressifs mais plutôt au profit de forces politiques déjà instituées. Non seulement le pouvoir de la rue est resté déconnecté de la transformation des institutions, mais son caractère éphémère fut dans le même temps sa force et sa faiblesse. L'incapacité à expérimenter des voies nouvelles a laissé une place vacante, rapidement réinvestie par les acteurs politiques traditionnels et les élites. L'analyse critique et désenchantée faite dans ce numéro ne doit surtout pas pour autant hypothéquer la brèche émancipatrice que ces mouvements ont produite. Car ceux-ci ont montré, contre une série d'« évidences » néolibérale et autoritaire, essentialiste et complotiste, toute la créativité et la puissance des classes populaires. **SB** \_

6

**Illimitations //**  
Collectif // Kairos Édition, 2018

L'asbl qui édite Kairos, bimestriel antiproductiviste publie un recueil d'articles sur le thème de l'illimitation, décliné au travers de réflexions sur ce Prométhée déchainé qui célèbre la démesure afin de dépasser toutes les limites de la vie, du sexe, des technologies ou de l'accumulation capitaliste. Que l'on partage ou pas les convictions des différents contributeurs, de Alain Adriaens à Bernard Legros, de Emeline de Bouver à Alexandre Penasse, ce hors-série a l'immense mérite d'interroger en profondeur et avec une argumentation très conséquente, « *les cimes de l'illimitation* » qui nous font perdre notre autonomie et nous conduisent vers « *l'obsolescence de la plupart des êtres humains devenus inutiles dans la logique productiviste* » comme le rappelait Günther Anders. Une analyse décisive face à tous ceux qui veulent, consciemment ou non, encore croire à notre rédemption par les sciences et les techniques pour conjurer la chute de notre civilisation qui se fait chaque jour plus probable. À moins d'un sursaut salutaire et de basculements indispensables dont Kairos, depuis des années, plaide l'absolue nécessité. **JC** \_

6





## Post-vérité. Pourquoi il faut s'en réjouir //

Manuel Cervera Marzal // Éditions du Bord de l'eau, 2019

Dans cet essai organisé en 45 courts chapitres, le sociologue Manuel Cervera Marzal butine et baguenaude avec plaisir tout en adoptant des positions iconoclastes sur la post-vérité et le populisme. Pour lui, ces deux phénomènes ne seraient pas des menaces pour la démocratie mais constitueraient au contraire des outils propices à sa régénération. Ainsi, pour l'auteur, le mensonge est la condition de l'action politique et nous serions bien avisés de nous inquiéter de la présentation du *fact checking* comme une révolution alors qu'en fait il s'agit, tout bien considéré de la tâche la plus élémentaire d'un journalisme digne de ce nom. La post-vérité, ce concept inventé par les représentants du conservatisme politique et religieux états-unien qui imputent l'avènement de la post-vérité au relativisme de la gauche libérale, serait le signe d'une crise d'autorité où le public se détourne non de la vérité mais de la parole des experts médiatiques. Dans cet essai que l'auteur désigne comme un exercice d'exploration qui oblige à penser, il réhabilite également le populisme en affirmant pour commencer (en guise de boutade) que tous les partis sont populistes puisque tous les partis construisent le(ur) peuple. Puis il revisite l'histoire de ce style politique (il rappelle ainsi que les populistes américains défendaient la nationalisation des chemins de fer et de la poste, l'usage du référendum populaire, le droit de vote des femmes et la limitation du nombre de mandats) et insiste sur le fait que les populistes russes et américains ne se soumettaient aucunement à un leader. Cet essai, sous des dehors un peu provocateurs, s'avère très inspirant et se lit assez aisément. **OS** \_

## Manifeste pour un nouveau pacte social et écologique // Collectif // 2018

Entre deux périodes électorales intenses, ce manifeste signé par des chercheur-euses, syndicalistes, directeur-trices d'associations et d'institutions revendique un nouveau pacte social et écologique. Ce texte pose plusieurs constats, la fin du modèle productiviste et de la croissance infinie face auxquels s'enlissent de multiples crises : environnementales, sociales et démocratiques. Notre système de solidarité, héritage d'un pacte social inédit au 20<sup>e</sup> siècle, est aujourd'hui la cible de toutes les critiques, trop cher pour le budget de l'État, pas adapté aux évolutions de la société... obsolète ? Au contraire, selon les auteur/autrices, face à ces constats alarmants : « *L'État social n'est pas le problème, mais la solution aux défis qui sont devant nous* ». Pour autant, il nous appartient de penser et coconstruire un nouveau pacte, prenant en considération quatre défis

majeurs auxquels nous sommes confrontés : 1) l'évolution fulgurante des technologies du numérique et de la robotisation, 2) la diminution de la croissance en Europe occidentale depuis 1974, 3) l'évolution des modes de vie y compris l'accès au marché du travail pour les femmes et 4) l'internationalisation des échanges. Faces à ces enjeux, iels identifient sept chantiers d'action pour dessiner les contours de ce pacte. Enfin, s'iels ne souhaitent pas formuler des propositions concrètes, iels espèrent ouvrir le débat avec le plus grand nombre en proposant notamment des balises pour garantir le respect des droits de chacun-e et l'émancipation de tous et toutes. Un texte à lire et à partager, auquel vous pouvez adhérer sur [www.pactesocialecologique.org](http://www.pactesocialecologique.org) comme plus d'un millier de signataires l'ont déjà fait. **SdL** \_

7



8





**LES MIDIS DE PAC**

↓

**2019**



## // RENCONTRES-DÉBATS 2019

de 12h à 14h

<p>MAR 26/03 <b>Quelle laïcité pour quelle société ?</b></p> <p>MAR 30/04 <b>La radicalité politique, le point Godwin du débat entre les gauches ?</b></p> <p>MAR 28/05 <b>Et si les transports publics devenaient gratuits... ?</b></p> <p>MAR 18/06 <b>École, panne d'ascenseur de classe ?</b></p> <p>MAR 24/09 <b>Le zéro déchet sauvera-t-il le monde ? Engagement individuel ou responsabilité politique ?</b></p>	<p>MAR 22/10 <b>Les maux du burn-out</b></p> <p>MAR 26/11 <b>Cannabis récréatif, à qui profite la pénalisation/l'interdiction ?</b></p> <p>MAR 10/12 <b>L'urgence climatique se heurte-t-elle au déni politique ?</b></p>
--	---

→ LIEU  
Présence et Action Culturelles  
Rue Lambert Crickx, 5  
1070 Bruxelles

→ PLUS D'INFOS  
[www.pac-g.be](http://www.pac-g.be) // 02 545.79.11

→ ENTRÉE GRATUITE

# jeu vidéo



1

## GRIS // Développé par Nomada Studio, 2018

Dans GRIS, une jeune femme effondrée par la perte d'une proche, traverse désert, forêt, mer et glaces pour surmonter son deuil. Ce sont d'abord les qualités esthétiques de ce jeu de plateforme qui sautent aux yeux. Ses dessins évoquent de fragiles aquarelles animées avec le soin des films du studio Ghibli. Mais au-delà de sa beauté, c'est par sa thématique, la dépression, que GRIS se signale. À la différence de nombreuses œuvres de pop culture et à rebours des définitions

dominantes de la dépression, le jeu traite du cheminement de son héroïne avec beaucoup de respect et pourtant sans un mot. La sortie de ce trouble mental est évoquée métaphoriquement par les différentes étapes traversées. Mais aussi et surtout par la manière de jouer, par le fait que l'on ne puisse jamais mourir et que les pouvoirs progressivement acquis ne permettent ni de vaincre, ni de détruire des adversaires, mais simplement d'avancer sur son chemin. **JA** \_

# docu



1

1

## L'Usine de rien // Pedro Pinho, 2017

Exploser les codes du « film social » (c'est-à-dire principalement de film sur le travail) n'est pas fréquent, ni commode. Et c'est tout le bonheur de ce long métrage dont les 3 heures passent comme une lettre (de licenciement) à la poste. *L'Usine de rien* (*A fabrica de nada* en VO) est signé de Pedro Pinho mais en réalité réalisé par le collectif Terratrema, sorte de coopérative cinématographique lusitane.

Une nuit, la direction d'une compagnie fabricant des ascenseurs tente de délocaliser les machines de leur usine située dans la banlieue de Lisbonne. Les ouvriers qui surprennent la manœuvre empêchent le démantèlement complet. On leur annonce finalement un plan de restructuration. À peine ont-ils eu le temps de s'organiser et d'occuper l'usine que direction et administrateurs se volatilisent pour de bon, rendant impossible, faute d'adversaires, toute négociation. L'auto-gestion alors décidée permettra-t-elle de s'en sortir et de résister au capitalisme ? Joué par des acteurs, dont certains sont eux-mêmes d'anciens ouvriers d'une usine qu'ils avaient repris en autogestion de 1975 à 2016, *L'Usine de rien* tape

dans plusieurs registres : docu-fiction, collage expérimental, documentaire de parole politique, comédie musicale... Il permet d'appréhender à la fois le conflit social et l'émancipation par la lutte ; la difficile communication et conciliation d'intérêt entre la petite bourgeoisie culturelle et la classe ouvrière ; mais aussi les difficultés à imaginer une sortie du capitalisme. Surtout par les temps qui courent où la « crise » est devenue un modèle dominant pour gouverner.

Une intrigue supplémentaire se noue peu à peu au récit. Un mystérieux cinéaste argentin, figure à la Orson Wells, manœuvre et agit les ouvriers : arrivera-t-il à ses fins ? C'est-à-dire réaliser un docu « pour faire pleurer dans les festivals français sur les mignons petits Portugais »... Une chose est sûre, le Portugal, qui a subi la *troïka* et ses purges néolibérales, pour finalement s'en défaire partiellement grâce à une coalition des gauches radicale et sociale-démocrate, a produit avec ce docu-fiction une profonde et plaisante réflexion sur la conflictualité sociale et le capitalisme contemporain. **AB** \_



2

2

## Faites sortir les figurants // Sanaz Azari, 2019

La réalisatrice belgo-iranienne Sanaz Azari s'intéresse dans son dernier docu poétique aux plus méconnus des personnages peuplant les plateaux de tournage de cinéma : les figurants. Une série de petits instantanés issus de plusieurs tournages nous donnent à voir leur attente, leur ennui, leur précarité (on apprendra par exemple qu'ils doivent souvent venir avec leur propre costume !) et la réalité d'un métier où on doit constamment se plier aux injonctions de l'équipe de tournage. La bande-son égrène les annonces qui sont autant de résumés des dominations de pouvoir et de catégorisation sociale stéréotypée type : « *Un homme typé arabe qui jouerait le domestique d'Isabelle Huppert... Des femmes blanches, milieux populaires, visages marqués... Des femmes noires parlant leur langue d'origine, cheveux crépus, pas de lissage.* » Car ce que le docu rend particulièrement bien, c'est le jeu de miroir entre figurants de films et figurants dans la vie. On aurait peut-être apprécié plus de moment d'entretiens pour obtenir davantage d'informations sur ce que ces « invisibles » vivent mais l'essentiel est là : précaires, dominés, jeunes des quartiers populaires, sans papier, individus issus des classes populaires, à elles et à eux, on leur donne aussi souvent à jouer un rôle de figuration dans la vie sociale. Comme sans voix au chapitre, silencieux, à l'arrière-plan, les prolétaires des plateaux sont aussi ceux des bureaux, des usines ou de l'Onem. **AB** \_

### **Je n'aime plus la mer //** Idriss Gabel, 2018

En s'attachant à montrer le quotidien du centre d'accueil « Le relais du monde » de Natoye (entre Namur et Ciney) et de ses occupants, *Je n'aime plus la mer* témoigne d'une autre réalité et véhicule un message qui se veut plus lucide que celui transmis d'ordinaire par les médias. Ce film met également en lumière un exemple concret d'entraide et de solidarité suscitant non seulement de l'empathie mais aussi de la motivation pour venir en aide à ces générations du futur, quelle que soit leur nationalité, quel que soit leur statut. Certes, en filmant les témoignages de jeunes réfugiés relatant diverses situations traumatisantes, Idriss Gabel dresse un récit poignant : celui de ces enfants réfugiés à qui la parole n'est que trop peu donnée et qui, contraints de fuir leurs pays en traversant la mer dans des conditions périlleuses, voire meurtrières pour certains, ont trouvé refuge en Belgique où ils attendent désormais un permis de séjour. Néanmoins,

en ne se focalisant ni sur les images d'horreur traditionnellement montrées, ni sur les discours sociopolitiques axés sur des chiffres et statistiques, mais en mettant l'individu au centre de son discours, le réalisateur présente une démarche profondément humaniste tant du point de vue de la forme (la caméra se veut très intimiste) que du contenu (le film se construit de lui-même au fil des interviews). De plus, ce documentaire parvient à soulever différentes questions et à sensibiliser le spectateur : n'y a-t-il pas acte plus humain et fondamental que celui de fuir pour se protéger et protéger les siens ? Bien que dans l'attente d'un statut « positif » ou « négatif », ces enfants ne disposent-ils pas avant tout du statut d'êtres humains ? Une reconstruction est-elle encore possible après de telles épreuves ? Comment s'intégrer dans un pays qui n'est pas le sien ? Quel est l'avenir de ces enfants ? **GC** \_



**film**



### **Woman at war //** Benedikt Erlingsson, 2018

Dans sa dernière réalisation « Woman at war », Benedikt Erlingsson munie d'un arc et d'une flèche vise juste, en éc(h)ologie avec notre monde et nous touche en plein cœur avec Halla. Justicière de l'environnement, Halla parcourt la nature sauvage, insoumise des Hautes Terres islandaises telle une Artemis du futur, sac de randonnée sur le dos et bottes aux pieds. Elle nous plonge et nous soulève dans ce qu'il y a de plus essentiel : l'eau des glaciers, la mousse au sol qu'elle hume et sur laquelle elle se repose. Cependant, c'est précisément cet indispensable qui est en train de fondre aujourd'hui, menacé par la machine à production humaine qui se cristallise dans ce qu'il y a de plus haut en tension. Il n'est plus question de trainer... Il faut déclarer l'urgence climatique ! Inquiète pour son avenir et pour celui de cette petite fille ukrainienne qu'elle s'apprête à adopter, Halla part en guerre. Elle s'engage et mobilise ses forces individuelles là où d'autres échouent à léguer un avenir plus respectueux de la nature qui les vu grandir et croître. Elle pourrait être aujourd'hui, comme tant d'autres femmes, jeunes et moins jeunes, une Greta Thunberg suédoise, à la tête d'une grève scolaire, elle pourrait faire partie d'une zone à défendre, d'un rassemblement ou d'un groupe d'actions de désobéissances civiles qui tentent collectivement d'amorcer une révolution écologique globale ! **MD/MF** \_

**SORTEZ VOS VÉLOS,  
PROTESTONS ENSEMBLE !  
LE SAMEDI 11 MAI 2019**



**RDV 10h15 Rond point Schuman**

**Départ 11h**

**Arrivée festive place de la Monnaie  
dès 15h**

**INFOS**

**f** [ViaVeloPalestina](https://www.viavelopalestina.be)  
[viavelopalestina.be](https://www.viavelopalestina.be)

**ViaVelo Palestina** roulera pour dire  
**NON** à l'**EUROVISION** de la chanson  
en **ISRAËL**

**Ne banalisons pas  
l'occupation des territoires  
palestiniens !**

# UN TOIT

# POUR

Livre blanc  
sur le logement

# ÊTRE SOI

... toute l'histoire de l'espèce humaine s'accompagne de la nécessité pour chacun-e de trouver un lieu d'habitation qui lui garantisse une protection, un refuge, une sécurité : c'est le cocon. Habiter c'est aussi s'ouvrir au monde et aux autres par l'accueil, l'appartenance, le secours, conditions essentielles de l'hospitalité : c'est le coquillage.

*Un toit pour être soi, une campagne d'éducation permanente de Présence et Action Culturelles.*

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Wallonie et de la Loterie Nationale.



Disponible à la demande ([info@pac-g.be](mailto:info@pac-g.be))  
et en téléchargement sur [pac-g.be](http://pac-g.be)